

## Chapitre 3

# Nouvelles avancées dans la compréhension de l'alimentation scolaire : innovations et programmation durable

Une élève dans une classe  
au Malawi. PAM/Giulio d'Adamo

Le chapitre 3 met en lumière les domaines de recherche émergents et innovants que le comité de rédaction considère comme d'intérêt potentiel pour l'ensemble de la communauté engagée dans l'alimentation scolaire. Le présent rapport étant publié tous les deux ans et conçu pour rester pertinent sur une période de deux ans, ce chapitre porte une attention particulière aux travaux récents et encore peu diffusés dans le cycle de publication. Afin de rendre ces recherches plus accessibles, les études sont présentées sous forme de résumés de travaux déjà publiés en détail dans la littérature scientifique ou les publications de politiques publiques. Le lecteur est invité à consulter les publications originales pour avoir accès aux références et pour un suivi plus détaillé. Les synthèses ont été commandées par le comité de rédaction et rédigées par les auteurs des articles originaux, qui sont seuls responsables du contenu.

Ce chapitre est structuré en trois sections : nouvelles données sur les retours sur investissement, pratiques de programmation, et financement durable.

La première section, ***Nouvelles données probantes sur les bénéfiques multisectoriels et les retours sur investissement des programmes d'alimentation scolaire***, présente des résultats récents issus de groupes techniques d'experts du monde entier, à travers quatre analyses distinctes :

- Un résumé des études sur le rapport coût-efficacité réalisées par la communauté de pratique « analytique et métrique » du Consortium de recherche. Ces analyses, fondées sur des données secondaires au niveau infranational, montrent que les programmes d'alimentation scolaire génèrent des bénéfices dans de nombreux secteurs, avec un rendement cumulé variant de 1 à 30 dollars américains pour chaque dollar investi, selon la sous-région concernée.
- Une revue systématique des essais disponibles sur l'impact des repas scolaires sur les résultats éducatifs, menée par le groupe « What Works Hub » de l'Université d'Oxford, qui conclut que les effets constatés en matière d'impact et de rapport coût-bénéfice sont comparables à ceux des interventions éducatives les plus reconnues.
- Un résumé d'analyses récentes sur l'impact des repas scolaires dans le domaine de la protection sociale, notamment le document de travail de la Banque mondiale de 2024 *School Meals, Social Protection and Human Development: Revisiting Trends, Evidence, and Practices in South Asia and Beyond* (Bundy et al., 2024), qui montre que les repas scolaires et les transferts monétaires figurent parmi les filets de sécurité les plus répandus dans le monde, chacun présentant des avantages spécifiques selon le contexte.
- Une mise à jour sur une série d'essais contrôlés randomisés, menée par un consortium incluant le PAM et le Groupe de la Banque mondiale, qui confirme certaines données antérieures tout en apportant des perspectives nouvelles sur les programmes nationaux d'alimentation scolaire dans plusieurs pays.

Ces analyses sont complétées par les informations contenues dans deux encadrés : les perspectives de l'Organisation internationale du Travail sur les repas scolaires et la protection sociale (Encadré 3.1) ; une mise à jour sur un nouvel essai en cours au Cambodge (Encadré 3.2).

La deuxième section, ***Nouvelles données probantes sur les pratiques de mise en œuvre***, explore trois aspects de la mise en œuvre des programmes au niveau national :

- Une revue, menée par la communauté de pratique « Bons exemples », des études de cas réalisées à ce jour dans 51 pays. Cette revue met en lumière des éléments probants émergents sur les bonnes pratiques, et présente les perspectives à venir.
- Une mise à jour de la FAO et du PAM concernant leur programme *Établir de nouvelles lignes directrices et normes nutritionnelles holistiques pour les repas scolaires*. Ce programme répond à un besoin largement reconnu d'établir des normes nutritionnelles pertinentes et crédibles pour les repas scolaires.
- Des perspectives issues de l'Initiative « Les villes nourrissent l'avenir » sur la mise en œuvre des repas scolaires à l'échelle municipale. Ce rapport, émanant de la plus récente des initiatives de la Coalition pour l'alimentation scolaire, illustre l'importance de reconnaître et de mieux comprendre le rôle des municipalités dans la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire.

Les rapports sont étayés par trois encadrés : la pertinence de l'outil de politique publique SABER dans la conception des programmes (Encadré 3.3) ; le développement continu de la Plateforme mondiale sur l'alimentation scolaire de la FAO en tant que bien public mondial (Encadré 3.4) ; et la liste des indicateurs de l'OMS dans le cadre de l'Initiative mondiale pour la mesure de la santé des adolescents (GAMA), destinée à évaluer la santé et le bien-être des adolescents (Encadré 3.5).

La troisième section, ***Financer une avancée décisive – le rôle du financement innovant***, a été élaborée par l'Initiative sur le financement durable de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Elle présente une analyse des multiples options dont disposent les pays pour financer leurs programmes nationaux d'alimentation scolaire. Cette dernière section explore la question suivante : quelles seraient les conditions nécessaires pour permettre une avancée décisive dans la fourniture de repas scolaires ? L'objectif de la Coalition pour l'alimentation scolaire est de faire en sorte que chaque enfant ait accès à un repas scolaire chaud chaque jour de classe d'ici 2030. Mais pour transformer cet objectif en réalité, une augmentation substantielle des financements sera nécessaire, tant par les budgets nationaux que par l'aide publique au développement. Cette analyse met en évidence le rôle déterminant que des mécanismes de financement innovants pourraient jouer en appui aux politiques publiques.

### 3.1 Nouvelles données probantes sur les avantages multisectoriels et le retour sur investissement des programmes d'alimentation scolaire

---

Cette section met en lumière des données probantes récentes sur les retours sur investissement des repas scolaires dans plusieurs secteurs. Elle débute par une mise à jour des résultats issus des « *Études de Retour sur Investissement* », l'un des domaines de soutien les plus fréquemment sollicités auprès du Consortium de recherche, montrant comment un programme national d'alimentation scolaire peut générer des retombées dans plusieurs secteurs simultanément. Les retours dans deux secteurs clés — l'éducation et la protection sociale — sont ensuite analysés plus en détail. Enfin, la section présente une mise à jour des enseignements tirés de nouveaux essais menés par plusieurs pays.



Au Bangladesh, les élèves se font les champions des bilans de santé à l'école. PAM/Mehedi Rahman

## Études de Retour sur Investissement des programmes nationaux d'alimentation scolaire

Pour bien comprendre les investissements dans les programmes d'alimentation scolaire et les retours associés, il est essentiel d'évaluer les coûts et bénéfices de manière globale. Les méthodes d'analyse coût-bénéfice permettent de quantifier, en termes monétaires, les coûts et les avantages liés à la mise en œuvre d'une politique donnée. Développer de telles analyses pour les programmes d'alimentation scolaire permet d'éclairer les décisions politiques fondées sur des preuves concernant l'efficacité financière des investissements ; de démontrer les retombées économiques de ces programmes à travers plusieurs secteurs ; et, point crucial, de mettre en évidence la pertinence stratégique de ces programmes en révélant leurs impacts distributifs majeurs, notamment en matière d'équité sociale et de bénéfices en faveur des populations pauvres et des filles (Verguet et al., 2023).

La communauté de pratique « Analytique et métrique » du Consortium de recherche a développé des modèles économiques pionniers permettant d'estimer les coûts et bénéfices complets des repas scolaires dans plusieurs secteurs. Une approche préliminaire d'analyse coût-bénéfice a d'abord été testée sur une sélection mondiale de pays à revenu faible et intermédiaire, pour lesquels des données secondaires étaient disponibles. Ce modèle d'analyse global de haut niveau a estimé que les bénéfices cumulés dans les quatre secteurs — santé et nutrition, éducation, protection sociale et économie locale — dépassaient largement les coûts, indiquant que les programmes d'alimentation scolaire pouvaient être hautement rentables (Verguet et al., 2020).

Avec le soutien de l'Agence norvégienne de coopération au développement, cette approche a été contextualisée dans sept pays du continent africain, où les gouvernements ont exprimé une forte demande pour ce type d'analyse. L'évaluation économique des repas scolaires est conduite par des partenariats réunissant des groupes interdisciplinaires d'universitaires, de chercheurs et de décideurs issus d'institutions des pays concernés, associant des modèles innovants à des données empiriques fondées sur des réalités locales et validées au niveau national. La forte implication des acteurs nationaux tout au long du processus permet aux décideurs de prendre pleinement conscience du potentiel des investissements dans les repas scolaires, les incitant ainsi à augmenter les ressources publiques allouées à ces programmes.

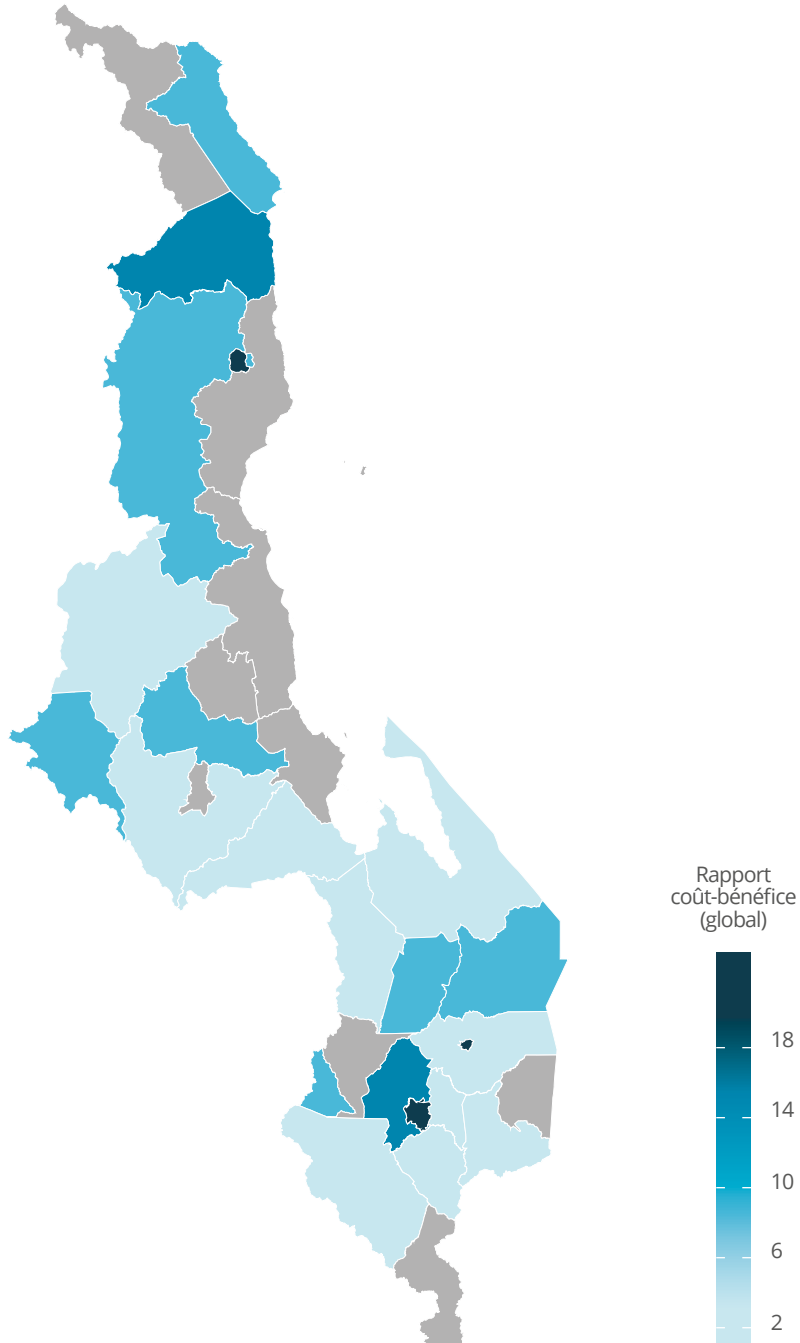
À ce titre, ces évaluations nationales des Études de Retour sur Investissement se sont révélées des outils particulièrement puissants pour convaincre les gouvernements d'intensifier leurs programmes, à la fois en raison de leurs effets multiplicateurs multisectoriels et de leur capacité à interpeller directement les ministères des finances, responsables des arbitrages budgétaires intersectoriels.

Les résultats préliminaires issus des sept pays africains concernés (Burundi, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Malawi, Mozambique, Namibie, Niger) suggèrent que les programmes d'alimentation scolaire sont rentables dans toutes les sous-régions, en particulier dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de la nutrition. Selon la sous-région ciblée dans chacun de ces pays, chaque dollar investi dans les repas scolaires peut générer un bénéfice pouvant aller jusqu'à 30 dollars américains, la majorité des cas se situant dans une fourchette de 3 à 9 dollars. Ces résultats sont le reflet des caractéristiques propres aux programmes de d'alimentation scolaire ainsi que des spécificités socioéconomiques, éducatives et épidémiologiques de la sous-région ciblée (*voir, à titre d'exemple, la figure 3.1 sur le Malawi*). Dans certaines zones, les retours peuvent être plus élevés pour les filles que pour les garçons (Research Consortium for School Health and Nutrition, 2024). Enfin, les repas scolaires peuvent aussi générer d'importants bénéfices en matière d'équité, notamment chez les populations les plus vulnérables : la valeur transférée aux ménages (par bénéficiaire) peut représenter jusqu'à 10 à 20 % des dépenses alimentaires annuelles des ménages les plus pauvres.

La figure 3.1 présente les ratios coût-bénéfice estimés du programme d'alimentation scolaire pour les secteurs de l'éducation, de la santé et de la nutrition dans la plupart des districts du Malawi. Dans chaque district disposant de données, les bénéfices observés dans les écoles proposant des repas ont été comparés à ceux des écoles n'en proposant pas. Les résultats ont beaucoup varié d'un district à l'autre. Aucun district n'a affiché un retour inférieur à 2 dollars américains pour chaque dollar investi, et certains ont enregistré des retours allant jusqu'à 18 dollars par dollar investi. Des analyses complémentaires aident le gouvernement à comprendre pourquoi certains districts affichent de meilleurs résultats que d'autres, afin d'en tirer les enseignements. Ce type d'analyse peut contribuer à réduire les disparités territoriales dans un pays et servir d'exemple utile pour d'autres pays cherchant à concevoir ou à améliorer leurs programmes d'alimentation scolaire.

### Figure 3.1

Estimation des rapports coûts-bénéfices des programmes d'alimentation scolaire sur l'éducation, la santé et la nutrition combinées, par sous-régions (districts) au Malawi



Source : Malawi Value for Money Study Team. (2024). Value for Money of School Feeding Programs in Malawi. London School of Hygiene and Tropical Medicine, London, UK. (en anglais)

## Alimentation scolaire et résultats scolaires

Comprendre les effets de l'alimentation scolaire sur l'éducation permet aux gouvernements d'appréhender l'éventail complet des retombées sociales générées par les investissements dans l'alimentation scolaire. Un enfant qui a faim risque de ne pas aller à l'école ou, s'il y va, de rencontrer des difficultés à se concentrer en classe. Fournir des repas à l'école peut à la fois inciter à la fréquentation scolaire et aider les élèves à rester attentifs et à mieux assimiler les contenus éducatifs. Ces mécanismes plausibles reliant une intervention en santé scolaire aux résultats éducatifs soulignent tout l'intérêt d'évaluer l'impact des repas scolaires sur la réussite éducative et les acquis scolaires.

Cette section compare les résultats de nombreuses études menées dans différents pays afin de mieux comprendre comment les programmes d'alimentation scolaire ont contribué à améliorer les résultats éducatifs.

Il s'agit de la revue la plus complète réalisée à ce jour. Elle montre un effet positif de la fourniture de repas scolaires sur trois dimensions majeures : la scolarisation, les compétences cognitives et les acquis d'apprentissage. Ces effets sont significatifs. Par exemple, des améliorations importantes et statistiquement significatives (jusqu'à 0,15–0,20 écart-type) ont été constatées pour des compétences fondamentales telles que les mathématiques et la lecture.

Une méta-analyse a été réalisée sur 40 groupes de traitement issus d'études distinctes menées dans 19 pays, ce qui en fait l'une des revues les plus complètes sur les effets des repas scolaires sur l'éducation. Elle synthétise les données disponibles sur les programmes d'alimentation scolaire et évalue leur impact sur les résultats éducatifs, en particulier la scolarisation, les acquis et les compétences cognitives, en mettant l'accent sur les enfants des pays à revenu faible et intermédiaire.

Cette étude s'appuie sur des revues systématiques antérieures, qu'elle harmonise et complète avec de nouvelles études. Elle analyse des évaluations issues d'essais contrôlés randomisés et d'études quasi-expérimentales. Ces dernières sont particulièrement précieuses car elles permettent d'évaluer les programmes à grande échelle, lorsqu'ils sont mis en œuvre par les gouvernements. L'analyse inclut aussi des éléments de variation (hétérogénéité) liés, par exemple, à l'apport calorique ou protéique.



Enfin, une analyse détaillée du rapport coût-efficacité a été ajoutée, comprenant des comparaisons avec d'autres interventions éducatives afin d'éclairer les choix d'investissement et les priorités des gouvernements. Une méta-analyse à effets aléatoires a également été réalisée.<sup>1</sup>

L'analyse présentée dans cette revue s'appuie sur l'indicateur d'années de scolarité ajustées selon les apprentissages (LAYS), de plus en plus utilisé par des organisations telles que la Banque mondiale (Angrist et al., 2021). Cet indicateur combine la scolarisation et les acquis scolaires en une seule mesure synthétique. Les LAYS sont l'équivalent, dans le domaine de l'éducation, des années de vie ajustées sur l'incapacité utilisées dans le secteur de la santé (telles qu'estimées dans l'étude Global Burden of Disease), ce qui permet des comparaisons de rapport coût-efficacité entre divers types de résultats.

Les LAYS peuvent être interprétées comme une année de scolarité de haute qualité, c'est-à-dire une année durant laquelle l'élève consolide des acquis scolaires substantiels, conformément aux normes internationales. Cet indicateur a gagné en importance dans le secteur de l'éducation et constitue le pilier éducatif de l'Indice du capital humain de la Banque mondiale. Les LAYS sont également utilisées par le Global Education Evidence Advisory Panel pour formuler des recommandations sur les interventions éducatives les plus rentables. Ce panel est copiloté par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Banque mondiale, l'UNICEF et le ministère britannique des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement.

Selon cette analyse, un effet positif a été observé sur la scolarisation, les compétences cognitives et les acquis scolaires, avec des gains pouvant atteindre 0,15 et 0,20 écart-type pour les compétences en mathématiques et en lecture. Bien que les repas scolaires puissent représenter un coût important, l'analyse de rentabilité réalisée pour différents types d'interventions a révélé une rentabilité élevée par rapport à plusieurs interventions éducatives classiques. Les résultats montrent que les repas scolaires peuvent générer jusqu'à la moitié d'une année de scolarité de haute qualité par tranche de 100 dollars américains investis par enfant.

---

<sup>1</sup> Les méthodes comprennent le calcul des tailles d'effet standard, telles que les statistiques  $d$  de Cohen, les intervalles de confiance à 95 %, ainsi que les statistiques  $I^2$ , qui quantifient l'hétérogénéité et fournissent une mesure de la généralisation probable des résultats à différents contextes. Les résultats ont été analysés selon chaque type d'effet mesuré et stratifiés selon plusieurs dimensions clés. Pour les résultats liés à la scolarisation, une analyse a été menée avec les résultats exprimés en années de scolarité gagnées. Pour les acquis en mathématiques et en littérature, ainsi que pour les compétences cognitives, l'analyse a été menée avec les résultats exprimés en écarts-types. Lorsque les résultats n'étaient pas initialement présentés en écarts-types, les unités ont été normalisées et converties en écarts-types.

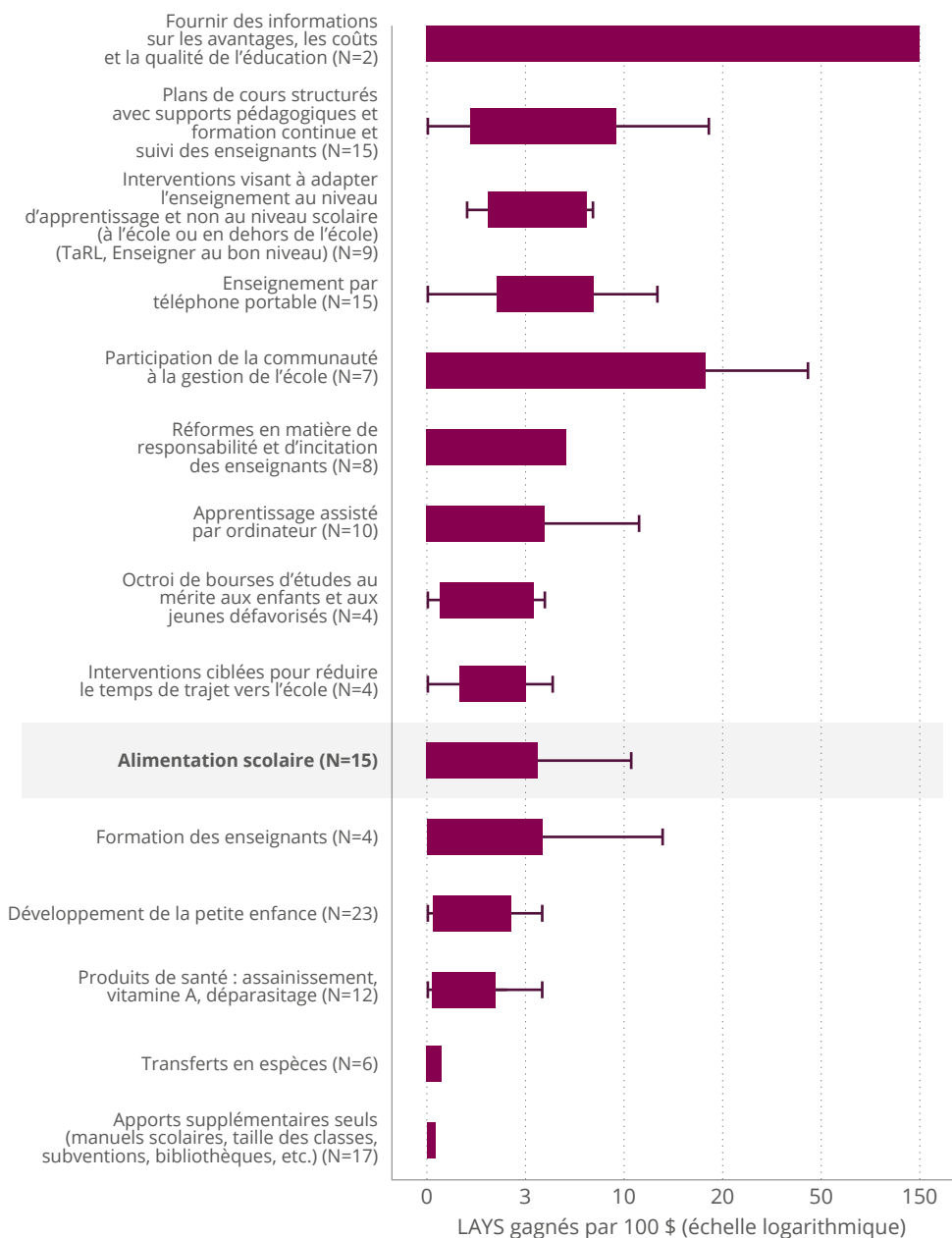
Dans le cadre de cette étude, les données relatives aux coûts ont été examinées afin de réaliser une analyse et une comparaison du rapport coût-efficacité. Le coût par enfant identifié dans les évaluations étudiées variait entre une moyenne de 83 dollars américains et une médiane de 50 dollars américains. En ce qui concerne les coûts annuels, les repas scolaires coûtent en moyenne 36 dollars américains par enfant et par an, avec une médiane de 22 dollars américains. Compte tenu d'un effet allant jusqu'à 0,20 écart-type sur les acquis en mathématiques, cela correspond à 0,25 année de scolarité de haute qualité selon la méthodologie proposée par Angrist (Angrist N, 2025; Angrist et al., 2020). Avec le coût moyen par intervention, on estime un gain de 0,30 année de scolarité de haute qualité pour 100 dollars américains investis. En utilisant le coût médian, ce chiffre atteint 0,50 année de scolarité de haute qualité pour 100 dollars américains investis.

Dans une analyse comparative du rapport coût-efficacité, et en comparant les effets des programmes d'alimentation scolaire avec ceux des interventions éducatives traditionnelles, l'étude a révélé que les repas scolaires se classaient mieux que certains autres programmes et politiques éducatifs populaires. Ces effets sont remarquables dans une littérature qui révèle que plus de la moitié des interventions éducatives n'apportent aucun résultat positif en matière d'éducation. Par exemple, certaines interventions très répandues — comme la formation générale des enseignants ou l'apport de ressources supplémentaires (ordinateurs portables, subventions scolaires) — ont un effet faible, voire nul, sur les résultats éducatifs. À ce titre, les repas scolaires apparaissent comme une intervention prometteuse pour améliorer les résultats scolaires, parfois même plus efficace que certaines approches éducatives conventionnelles.

**Figure 3.2**

Comparaison des gains en termes de LAYS par 100 dollars américains investis dans différentes interventions sanitaires en milieu scolaire

*Par rapport aux interventions éducatives traditionnelles, l'alimentation scolaire présente un meilleur Retour sur Investissement que certains programmes et politiques éducatifs couramment mis en œuvre.*



Source : Angrist, N., Evans, D. K., Filmer, D., Glennerster, R., Rogers, H., & Sabarwal, S. (2025). How to improve education outcomes most efficiently? A review of the evidence using a unified metric. *Journal of Development Economics*, 172, 103382. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2024.103382> (en anglais)

Les programmes d'alimentation scolaire sont souvent mis en œuvre à grande échelle par les systèmes gouvernementaux. L'étude menée pour comprendre si l'efficacité se maintient à plus grande échelle a montré que cette efficacité reste remarquablement stable, même lorsque les repas scolaires sont fournis à un nombre accru d'élèves. Aucune relation négative statistiquement significative n'a été observée entre la taille de l'échantillon et l'ampleur de l'effet. Ce résultat est surprenant, car la plupart des programmes sociaux connaissent généralement des « baisses de tension » en matière d'impact lorsqu'ils sont étendus à plus grande échelle (List, 2022).

Dans l'ensemble, les programmes d'alimentation scolaire ont produit des effets positifs et modérés sur les résultats éducatifs. Les résultats suggèrent que plusieurs mécanismes contribuent de manière plausible à l'amélioration des acquis scolaires, à la fois en incitant les enfants à s'inscrire à l'école et en agissant comme un levier pour renforcer la cognition et les apprentissages.

## Repas scolaires et résultats en matière de protection sociale

Les repas scolaires jouent depuis longtemps un rôle essentiel en tant que filet de protection sociale, avec des origines remontant au XIX<sup>ème</sup> siècle, lorsque des organisations caritatives et religieuses en Europe distribuaient de la nourriture aux enfants vulnérables (Bryant, 1912). Au fil du temps, les repas scolaires sont devenus un instrument de politique publique formalisé dans de nombreux pays. Une enquête menée en 2021 auprès de 185 programmes d'alimentation scolaire a révélé que 73 % d'entre eux considéraient la fonction de filet de protection sociale comme l'un de leurs objectifs principaux (Global Child and Nutrition Foundation (GCNF), 2022a). Aujourd'hui, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire inférieur, les repas scolaires sont souvent ciblés géographiquement, en donnant la priorité aux zones où se concentrent les populations vulnérables et où les niveaux de scolarisation sont faibles.

Le rôle des repas scolaires en tant que filet de protection sociale repose avant tout sur leur capacité à atténuer la faim provoquée par des chocs — qu'ils soient individuels ou systémiques — ainsi que par des vulnérabilités structurelles. Le programme indien de repas à la mi-journée en est un exemple emblématique. Des recherches montrent qu'il a permis de compenser les effets négatifs de la sécheresse sur la nutrition des enfants (Singh et al., 2014).

Cela illustre la capacité des repas scolaires à servir de rempart contre l'insécurité alimentaire en période de crise, en veillant à ce que les enfants continuent de recevoir une nutrition essentielle.

Les repas scolaires sont souvent adoptés non seulement pour leur fonction de filet de protection sociale, mais aussi parce qu'ils répondent à plusieurs besoins dans des domaines variés, notamment l'éducation, la nutrition des enfants et la protection sociale. Ils constituent ainsi une approche intégrée pour améliorer les résultats dans ces trois domaines, même s'ils ne sont pas nécessairement l'outil le plus efficient pris isolément. En remplissant plusieurs fonctions à la fois, les repas scolaires deviennent un choix stratégique attractif, en particulier dans les contextes à ressources limitées, où les gouvernements cherchent à maximiser l'impact de leurs programmes publics.

Une autre forme de protection sociale fréquemment considérée aux côtés des repas scolaires est celle des transferts monétaires. Ces deux outils visent à encourager la scolarisation tout en assurant une fonction de filet de protection sociale, mais par des mécanismes différents. Les transferts monétaires apportent un soutien financier direct aux ménages, qui peuvent l'utiliser selon leurs besoins. Les repas scolaires, en revanche, fournissent une assistance en nature, garantissant qu'un enfant reçoit au moins un repas nutritif par jour à l'école. Le choix entre ces deux approches s'inscrit dans le débat plus large entre transferts monétaires et aide alimentaire, un sujet qui a fait l'objet de nombreuses analyses.

Les études récentes sur ce débat montrent qu'aucune approche n'est universellement supérieure (Gentilini, 2016). L'efficacité relative des transferts monétaires et des interventions alimentaires comme les repas scolaires dépend fortement du contexte. Dans certains cas, les transferts monétaires peuvent offrir une plus grande souplesse et un sentiment d'autonomisation pour les familles ; dans d'autres, la fourniture de nourriture peut être plus efficace pour lutter directement contre la faim et les carences nutritionnelles, en particulier dans des contextes de marchés instables ou d'accès limité à des aliments sains. En définitive, le choix de privilégier les repas scolaires ou les transferts monétaires comme outil de protection sociale dépend des besoins spécifiques et du contexte des populations ciblées.

### Encadré 3.1

Le rôle des programmes d'alimentation scolaire dans la protection sociale et la facilitation d'une transition juste<sup>2</sup>

Les programmes d'alimentation scolaire apportent une contribution essentielle au développement de l'enfant, notamment en matière de nutrition, de santé et d'éducation (Sanfilippo et al., 2012), tout en favorisant le développement social et économique à long terme. En assurant un apport régulier en nutriments essentiels aux enfants, les programmes d'alimentation scolaire renforcent les capacités humaines et permettent aux ménages économiquement défavorisés de réaliser des économies équivalentes à 10 % de leur revenu, voire davantage lorsqu'il s'agit de rations à emporter (Bundy et al., 2018).

Le plus récent *Rapport mondial sur la protection sociale 2024–2026* de l'OIT met l'accent sur le rôle essentiel de la protection sociale universelle pour permettre l'action climatique et garantir une transition juste. Dans ce contexte, les programmes d'alimentation scolaire ont un rôle important à jouer (voir section 4.1.2 in *World Social Protection Report 2024–26* (ILO, 2024)).

Lors de l'examen des effets négatifs croissants des événements climatiques extrêmes sur les conditions de vie — qui touchent les familles et les enfants — le rapport identifie notamment : la malnutrition, la perte temporaire ou la baisse des revenus, la diminution de la fréquentation scolaire, l'augmentation des prix des denrées alimentaires et le risque de déplacement. Dans chaque cas, ces problèmes peuvent être atténués par des politiques d'approvisionnement alimentaire ou aggravés par des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement.

En analysant les effets des politiques climatiques, le rapport souligne la nécessité de requalifier la main-d'œuvre ainsi que le risque accru de chômage lié à la fermeture de secteurs non durables. Une fois encore, les politiques d'alimentation scolaire ont un rôle à jouer. Les données probantes disponibles sur les effets en matière d'emploi de la fourniture de repas scolaires à l'échelle universelle sont claires. À ce titre, les repas scolaires présentent une valeur ajoutée en tant que composante potentielle d'un système de protection sociale, au-delà de leur fonction de transfert direct en nature.

<sup>2</sup> Certains passages de ce texte s'inspirent directement de l'OIT. 2024. [Rapport mondial sur la protection sociale 2024-2026 : Protection sociale universelle pour l'action climatique et une transition juste](#). Genève.

Les politiques climatiques peuvent entraîner une baisse de revenus pour les personnes travaillant dans des secteurs nuisibles à l'environnement, dans la mesure où ces politiques visent à réduire la productivité dans ces secteurs. Elles peuvent également générer des coûts supplémentaires — par exemple sous forme de taxes carbone — sur des activités potentiellement nocives pour l'environnement, telles que la production d'énergie ou le transport. De telles hausses des coûts dans les chaînes d'approvisionnement peuvent avoir un impact sur les prix alimentaires, augmentant le risque que les familles avec enfants aient un accès réduit à des quantités moindres ou à une nourriture de moindre qualité. Les politiques climatiques qui affectent les pratiques agricoles peuvent également modifier les chaînes d'approvisionnement et les coûts alimentaires, avec des conséquences sur l'accès des enfants à une alimentation adéquate et nutritive.

Les politiques d'alimentation scolaire ont un rôle clair à jouer pour répondre à certains des risques induits par les chocs ou les pressions structurelles. Quelle que soit l'issue de la transition juste, la demande en nourriture restera constante et, pour de nombreux enfants dans le monde, devra même continuer à progresser. C'est pourquoi les implications de cette transition, qui constituent le thème central du *Rapport mondial sur la protection sociale*, exigeront la mise en place de systèmes de protection sociale capables de répondre à cette demande, au minimum de manière équitable, puis en fonction des besoins, en particulier pour les enfants.

En assurant un socle de protection sociale durable et gratuit au point d'accès pour tous les enfants, chaque système national de protection sociale a le potentiel d'offrir au moins une chaîne d'approvisionnement alimentaire régulée pour les enfants, au fur et à mesure de la mise en œuvre de la transition juste. Idéalement, ce dispositif serait accompagné de l'accès à une prestation familiale, en tant qu'élément central de tout système de protection sociale de l'enfance. Ces systèmes peuvent être gérés de manière à protéger les achats alimentaires contre les hausses abusives de prix, et à bénéficier d'économies d'échelle, dans un contexte où l'inflation alimentaire constitue une préoccupation croissante. Ils peuvent aussi contribuer au renforcement des effectifs du secteur social, et aider à atténuer les défis liés à la requalification, au chômage et à l'aggravation de la pauvreté monétaire des ménages, avec des retombées positives pour une partie importante de la population active, dans toutes les régions d'un pays.

## Données probantes émergentes issues de nouveaux essais contrôlés randomisés

En 2021, en partenariat avec la Banque mondiale, le PAM a lancé la fenêtre d'évaluation d'impact des programmes scolaires (School-Based Programmes Impact Evaluation Window) afin de générer un ensemble de données probantes généralisables sur les repas scolaires grâce à la réalisation de plusieurs évaluations d'impact rigoureuses portant sur des questions similaires. Ces évaluations, fondées sur des protocoles expérimentaux<sup>3</sup>, visaient à mesurer dans quelle mesure les repas scolaires contribuent aux résultats des enfants, soutiennent les ménages et les acteurs de la chaîne de valeur des repas scolaires, et comment les modalités de mise en œuvre et les interventions complémentaires influencent ces résultats. Depuis son lancement, six évaluations expérimentales d'impact ont été entamées en Gambie, Jordanie, Burundi, Guatemala, Malawi et Madagascar.

Trois ans après le lancement de cette initiative, plusieurs enseignements ont émergé des évaluations en cours :

### **I. Les repas scolaires ont un impact positif significatif sur la sécurité alimentaire, la diversité alimentaire et le bien-être mental des enfants, en particulier chez les filles.**

En Gambie, un essai contrôlé randomisé a porté sur plus de 2 000 enfants dans 92 écoles répartis aléatoirement entre un groupe recevant un repas scolaire chaud et un groupe témoin.<sup>4</sup> L'étude a révélé que la fourniture d'un repas chaud à l'école a un impact positif statistiquement significatif sur la sécurité alimentaire, la diversité des régimes alimentaires et des indicateurs de bien-être comme le stress et la dépression. La proportion d'enfants déclarant une sécurité alimentaire acceptable a augmenté de 12 %<sup>5</sup>, tandis que la part des enfants atteignant un score de diversité des régimes alimentaires supérieur à la médiane a progressé de 22 %, <sup>6</sup> grâce à

---

<sup>3</sup> Comme les essais contrôlés randomisés et les tests A/B.

<sup>4</sup> Les écoles du groupe de comparaison ont été prioritaires pour une mise en œuvre progressive après la fin de l'évaluation et le passage à l'échelle du programme.

<sup>5</sup> La sécurité alimentaire a été mesurée à l'aide de l'échelle d'expérience de l'insécurité alimentaire, comprenant un ensemble de huit questions couvrant différents niveaux d'insécurité alimentaire au cours de la semaine précédente. Un enfant était considéré comme en situation de sécurité alimentaire s'il obtenait au moins cinq réponses positives sur huit.

<sup>6</sup> Le score de diversité des régimes alimentaires a été mesuré à l'aide d'un rappel de 24 heures et portait sur neuf groupes d'aliments. La proportion d'enfants ayant un score de diversité du régime alimentaire supérieur à cinq groupes a augmenté de neuf points de pourcentage, passant de 37 % dans le groupe de comparaison à 45 % dans le groupe d'enfants bénéficiant de repas scolaires, soit une hausse équivalente à 0,34 groupe d'aliments, avec une moyenne de comparaison de 5,01 groupes.



une consommation accrue de groupes alimentaires variés. La proportion d'enfants ayant déclaré souffrir d'une dépression modérée, modérément grave ou grave a diminué de 13 %, avec des tendances similaires observées pour les niveaux de stress déclarés. Les données probantes montrent que ce sont les filles qui ont le plus bénéficié de la distribution de repas chauds.

## **II. Les programmes d'alimentation scolaire basés sur les produits locaux peuvent accroître le nombre de repas distribués.**

De plus en plus de gouvernements achètent les denrées alimentaires auprès de petits agriculteurs locaux dans le but de dynamiser l'agriculture nationale. Toutefois, les données probantes empiriques sur la meilleure façon de concevoir ces systèmes d'approvisionnement décentralisés restent limitées. Les résultats des évaluations en cours montrent que la prestation de services dans ces modèles décentralisés est élevée. Par exemple, une évaluation sommaire de l'impact<sup>7</sup> au Burundi a comparé les performances du programme d'alimentation scolaire (quantité, diversité et qualité des repas, par exemple) dans 50 écoles sélectionnées au hasard qui étaient passées à un nouveau modèle décentralisé de bons d'achat de produits de base auprès d'agriculteurs locaux, à celles de 45 écoles sélectionnées au hasard qui continuaient à utiliser l'ancien modèle d'approvisionnement, dans lequel le PAM s'approvisionnait principalement sur les marchés internationaux. Les données probantes montrent que le nouveau modèle a permis d'augmenter de 75 % en moyenne le nombre total de jours avec repas distribués.

## **III. Les repas scolaires représentent une opportunité économique pour les travailleurs et les agriculteurs locaux.**

Une évaluation d'impact randomisée en Jordanie montre que le revenu individuel des femmes embauchées dans la préparation de repas sains dans le cadre du programme national d'alimentation scolaire a plus que triplé. Le revenu des ménages a augmenté d'un tiers, et des améliorations significatives ont été observées en matière de satisfaction de vie chez les femmes et d'attitudes des hommes vis-à-vis des rôles de genre. Au Burundi, les données probantes montrent qu'une part importante des revenus des coopératives provenait des ventes aux écoles, ce qui met en lumière

---

<sup>7</sup> Les évaluations d'impact allégées sont menées selon une conception expérimentale afin de tester différentes modalités de mise en œuvre. Plutôt que de se concentrer sur les résultats, elles comparent des données au niveau des extrants et s'appuient principalement sur les systèmes de suivi existants pour la collecte des données. Cela présente l'avantage de réduire les coûts de collecte tout en fournissant des données probantes fiables sur la mise en œuvre.

le potentiel économique des repas scolaires pour les agriculteurs locaux. Deux essais contrôlés randomisés en cours au Malawi et au Burundi — attendus pour 2026 — évaluent spécifiquement l'impact des programmes d'alimentation scolaire basés sur les produits locaux sur les agriculteurs locaux et l'économie locale.

Alors que la première vague d'évaluations d'impact s'achève en Jordanie, au Guatemala et en Gambie, le PAM étudie la faisabilité de nouveaux programmes et la possibilité pour d'autres pays de rejoindre la fenêtre d'évaluation de l'impact des programmes scolaires. De nouveaux pays seront admis dans la fenêtre tant que la demande existe et qu'il est possible d'y mener une évaluation rigoureuse. Des évaluations d'impact seront menées en collaboration avec les partenaires techniques du PAM, notamment le département d'évaluation de l'impact sur le développement de la Banque mondiale et le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire. Bien que les questions spécifiques à chaque évaluation d'impact dépendent en grande partie des priorités des bureaux de pays, les évaluations d'impact menées dans le cadre de ce volet devraient fournir des données probantes rigoureuses dans les trois domaines thématiques suivants :

- L'impact des interventions en matière d'alimentation scolaire et des activités complémentaires sur la nutrition, la santé et les résultats en termes d'acquis scolaires des enfants ; leur Retour sur Investissement ; et la mesure dans laquelle les avantages des programmes d'alimentation scolaire varient selon l'âge, le sexe et tout au long de l'année, en fonction des fluctuations saisonnières, des chocs et des facteurs de stress.
- L'impact des programmes d'alimentation scolaire basés sur les produits locaux sur l'économie locale, y compris les revenus des agriculteurs, les recettes des coopératives et les prix du marché ; ainsi que la manière dont différents modèles d'approvisionnement, associés à des interventions agricoles et de moyens de subsistance, peuvent aider les agriculteurs et les communautés à renforcer leur résilience face aux chocs climatiques.
- Les modèles d'approvisionnement et de distribution les plus adaptés et les plus rentables pour accompagner la transition des programmes d'alimentation scolaire vers une pleine prise en charge par les gouvernements nationaux et les autorités locales.

### Encadré 3.2

#### Tests de repas scolaires nutritionnellement optimaux au Cambodge

Un essai contrôlé randomisé par grappes a été mené au Cambodge, impliquant 40 écoles réparties dans trois régions du pays. Vingt enfants par école ont été sélectionnés au départ selon des critères d'éligibilité prédéfinis. Les écoles ont été réparties selon un ratio 1:1 entre le groupe témoin et le groupe d'intervention.

Pendant trois mois, les enfants du groupe d'intervention ont reçu des repas scolaires conformes aux nouvelles lignes directrices et normes nutritionnelles, en remplacement des repas habituels, tandis que les écoles témoins ont continué à servir leurs repas habituels sans modification. Les enfants des écoles du groupe d'intervention ont également participé à des leçons et activités d'éducation alimentaire régulières, conçues pour valoriser les repas scolaires et encourager la consommation des repas améliorés.

L'apport alimentaire des enfants a été évalué au début et à la fin de l'intervention à l'aide de rappels alimentaires quantitatifs sur 24 heures, avec un second rappel non consécutif auprès d'un sous-échantillon de 240 enfants. Les repas scolaires ont également été pesés afin de mesurer la consommation et le gaspillage. Les données de référence ont été collectées entre mars et juin 2023, et les données de fin de période entre août et septembre 2024.

Les résultats principaux de l'essai porteront sur l'effet de l'intervention sur la consommation habituelle de fruits, légumes, aliments d'origine animale et produits de grignotage riches en sel, sucre et graisses. Les résultats secondaires comprendront les différences dans l'apport énergétique, protéique et en micronutriments des enfants, ainsi que la consommation des principaux groupes alimentaires à domicile selon les groupes de l'essai. L'étude a également évalué l'acceptabilité des repas et la fidélité de mise en œuvre.

Les résultats de l'essai seront disponibles en 2025. Ils seront d'abord communiqués au ministère cambodgien de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, puis partagés avec les communautés participantes à travers des activités de sensibilisation, et enfin diffusés auprès de la communauté internationale de la recherche et des praticiens des repas scolaires, notamment par des présentations lors de conférences scientifiques, de webinaires techniques et dans des publications évaluées par des pairs.

## 3.2 Nouvelles données probantes sur les pratiques de programmation

---

Chaque jour, le monde nourrit environ 466 millions d'enfants grâce à des programmes nationaux d'alimentation scolaire mis en œuvre et soutenus par les gouvernements. Comprendre ce qui fonctionne – et ce qui ne fonctionne pas – est essentiel pour concevoir de nouveaux programmes plus efficaces et renforcer ceux déjà en place. Cette section explore les enseignements tirés d'études de cas de programmes mis en œuvre à grande échelle, examine les progrès réalisés en matière de définition de normes pour les programmes, et présente les travaux de l'initiative « Les villes nourrissent l'avenir » de la Coalition pour l'alimentation scolaire, qui étudie le rôle essentiel des municipalités dans la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire.

### Exemples émergents de bonnes pratiques dans les programmes nationaux

La Communauté de pratique « Bons exemples » du Consortium de recherche sur la santé et la nutrition en milieu scolaire accompagne les équipes nationales dans la rédaction d'études de cas sur les programmes nationaux d'alimentation scolaire dans tous les États membres de la Coalition. Rédigées par des équipes composées d'universitaires, de praticiens et d'acteurs nationaux, ces études suivent un format simple et efficace pour résumer et partager les expériences en matière de programmation des repas scolaires. En documentant les innovations mises en œuvre par les agriculteurs, les communautés, les gouvernements, le secteur privé et la société civile, ces études de cas servent de source d'inspiration pour les pays désireux d'élargir leurs programmes. Cinquante et une études de cas nationales sont en cours, dont 21 ont déjà été publiées, couvrant quatre continents. À partir de cet ensemble, plusieurs outils d'analyse ont permis d'identifier des bonnes pratiques récurrentes. Les sciences de la solution, les outils d'analyse sémantique et l'intelligence artificielle ont permis de faire ressortir les premières « idées intelligentes » communes à plusieurs études de cas, telles que :

**Les normes nutritionnelles** : l'introduction de normes nutritionnelles permet d'améliorer la qualité et la diversité des repas scolaires. Une plus grande variété des menus favorise une alimentation plus saine et équilibrée.

**La valorisation culturelle et l'approvisionnement local :** l'intégration d'éléments culturels dans les menus favorise l'utilisation de produits locaux et la valorisation des traditions culinaires (par exemple, aliments ou recettes autochtones). L'achat d'ingrédients traditionnels permet de soutenir l'approvisionnement local, de renforcer les systèmes alimentaires grâce aux petits producteurs et chaînes d'approvisionnement, et de contribuer à la souveraineté alimentaire.

**L'engagement communautaire :** l'implication des élèves, des parents, des communautés et des autorités locales dans la conception et la mise en œuvre des programmes favorise l'appropriation nationale.

**Une approche globale de l'école :** l'adoption d'une approche holistique, allant au-delà des repas de qualité en intégrant l'éducation à la nutrition et à la santé, favorise l'adoption de comportements durables et bénéfiques à la santé. Les enseignants jouent un rôle essentiel dans la promotion de pratiques favorables au bien-être.

**Le ciblage géographique et budgétaire en faveur des enfants vulnérables :** certains pays orientent leurs budgets vers les enfants vulnérables, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté (par exemple, Éthiopie et Bénin). Le ciblage géographique est parfois utilisé pour protéger les enfants contre la radicalisation ou les recrutements par des groupes armés. D'autres pays, comme la Finlande, ont introduit des repas gratuits pour tous les enfants, faisant des programmes d'alimentation scolaire un levier d'équité nationale. Les ménages bénéficiaires signalent une amélioration notable de leurs conditions de vie et une diminution des dépenses alimentaires (par exemple, Burundi).

**Une gouvernance coordonnée :** dans les pays comptant de nombreux acteurs (y compris des ONG), la création d'une agence nationale permet de coordonner les efforts et d'assurer le respect des politiques publiques, notamment en matière de normes nutritionnelles et d'approvisionnement local. Des agences de ce type ont vu le jour au Burundi et au Togo, assorties d'exigences d'adhésion pour les acteurs du secteur.

**Des mesures d'urgence pour la résilience :** la mise en place de mécanismes d'urgence assure la continuité et la résilience des programmes d'alimentation scolaire, comme observé en Ukraine.

**Des menus scolaires respectueux de la planète :** l'approvisionnement local, les technologies de cuisson propres et les repas végétariens contribuent à réduire l'empreinte carbone des repas scolaires (par exemple, Kenya et France).

### **Les investissements dans les infrastructures et l'accès à l'eau potable :**

les investissements dans les cantines scolaires et l'accès à l'eau potable assurent le fonctionnement des cantines et favorisent le respect des normes d'hygiène et de sécurité alimentaires. L'absence d'eau potable dans les écoles peut entraîner la fermeture des cantines (par exemple, Bénin).

La Communauté de pratique « Bons exemples », avec le soutien du Consortium de recherche, organise divers événements permettant aux membres d'échanger avec des experts internationaux. Grâce à des discussions entre pays, les membres acquièrent des connaissances précieuses, partagent leur expertise et accèdent à des solutions éprouvées. Cet échange de savoirs favorise la diffusion rapide de solutions intelligentes et d'idées novatrices, et soutient le déploiement à grande échelle de programmes d'alimentation scolaire de qualité dans le monde entier.

Une agricultrice guatémaltèque plante des oignons destinés à être vendus aux écoles.  
PAM/Giulio d'Adamo



## Établir de nouvelles lignes directrices et normes nutritionnelles holistiques pour les repas scolaires : point de départ pour de meilleurs résultats nutritionnels

Plusieurs revues systématiques, ainsi que l'analyse des bonnes pratiques présentée précédemment, ont démontré que l'application de normes nutritionnelles strictes pour les repas scolaires et les autres formes d'alimentation en milieu scolaire peut améliorer la qualité des régimes alimentaires et les résultats nutritionnels des enfants, quels que soient leurs milieux socioéconomiques (Cohen et al., 2021; Durão et al., 2024; Micha et al., 2018). L'élaboration et la mise en œuvre de lignes directrices et de normes nutritionnelles sont donc recommandées par de nombreuses organisations pour garantir que les programmes d'alimentation scolaire atteignent leurs objectifs en matière de régime alimentaire et de nutrition (FAO, 2019a; Global Panel, 2015 ).

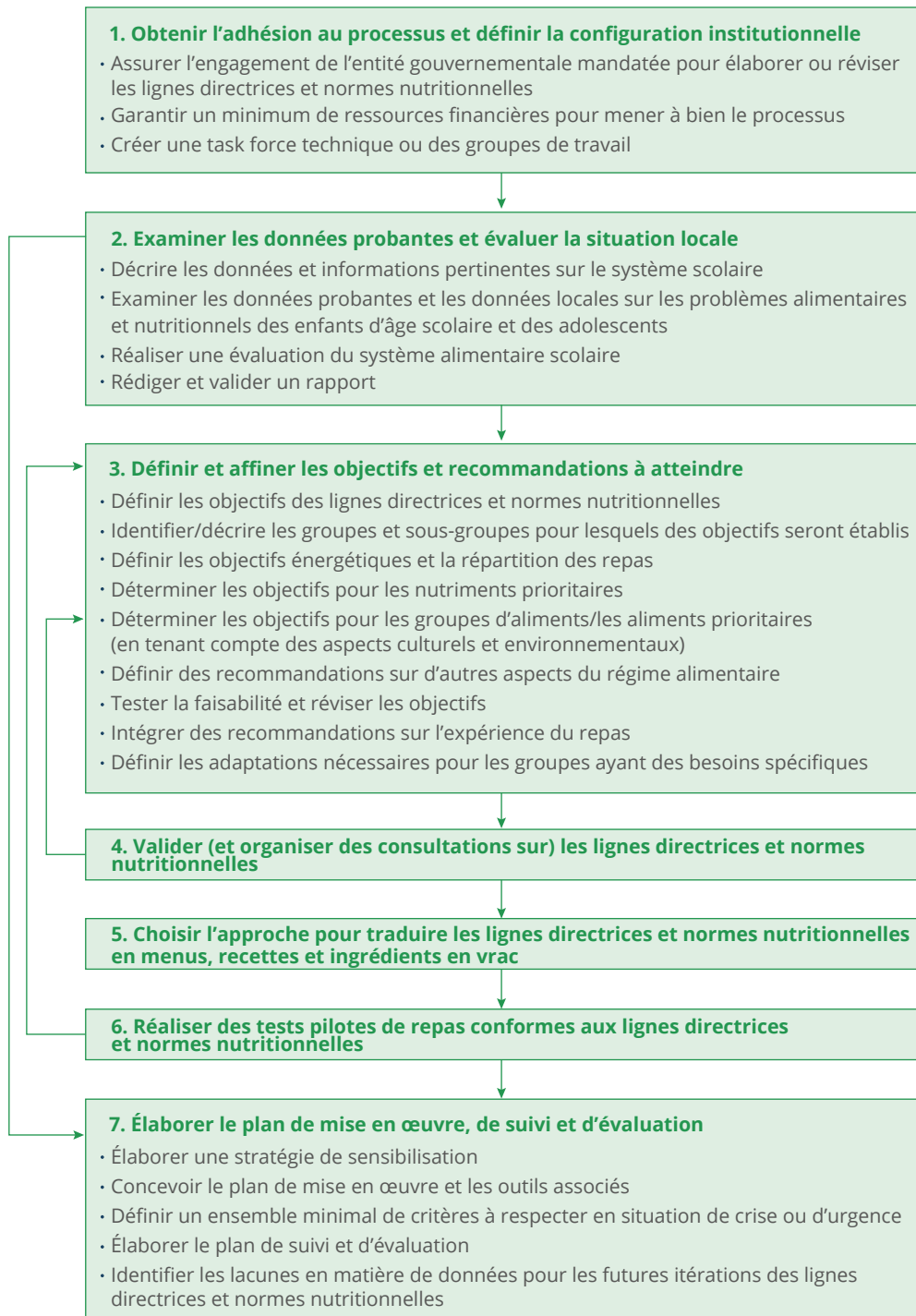
En réponse à une demande claire des pays pour obtenir des orientations sur la manière d'élaborer ces lignes directrices et normes nutritionnelles pour leurs programmes nationaux d'alimentation scolaire, la FAO (en partenariat avec le PAM à travers un projet soutenu par le ministère fédéral allemand de l'Alimentation et de l'Agriculture) a récemment mis au point une méthodologie détaillée pouvant être adoptée par les pays du monde entier.

Cette méthodologie a été testée au Cambodge et au Ghana, en s'appuyant sur les données de plusieurs évaluations de référence réalisées dans le cadre du projet. Ces évaluations comprenaient des enquêtes sur la consommation alimentaire, des analyses de l'environnement alimentaire scolaire et des études qualitatives sur les perceptions et les pratiques des enfants et du personnel scolaire concernant l'alimentation scolaire, ainsi que des évaluations juridiques et des besoins en capacités. Associées à d'autres études pertinentes, ces données ont permis de définir des objectifs contextuels en matière d'énergie, de nutriments et d'aliments pour les repas scolaires. Le processus a également permis de formuler des recommandations visant à améliorer l'expérience du repas et à renforcer les liens entre les repas scolaires et l'éducation alimentaire.

Aujourd'hui presque finalisée, la méthodologie intègre les enseignements tirés de la phase de test et devrait être lancée en 2025. Elle adopte une approche fondée sur les droits humains et s'articule autour de sept phases comportant chacune des étapes itératives (voir figure 3.3). Elle ne se limite pas à l'analyse des données nutritionnelles pour fixer des objectifs : elle prend également en compte les impératifs de durabilité environnementale, les capacités du système alimentaire scolaire, les aspects socioculturels et les conséquences inattendues potentielles de l'adoption des normes.

**Figure 3.3**

Aperçu des phases et étapes d'élaboration de lignes directrices et normes nutritionnelles nationales pour l'alimentation scolaire



Source : Contribution de l'équipe technique de la FAO sur les directives et normes nutritionnelles.

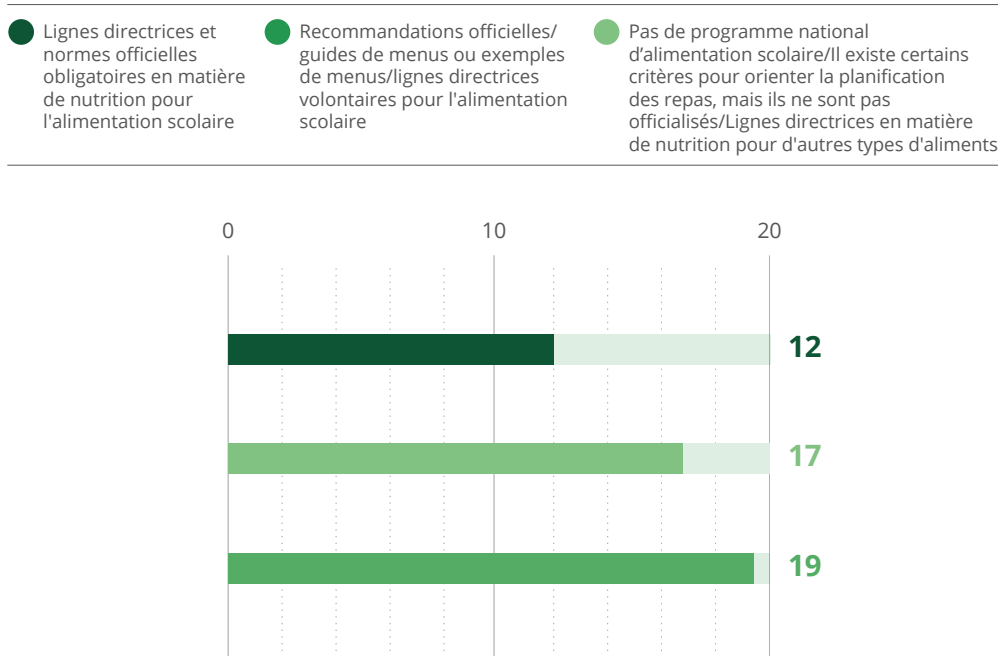


Au Cambodge, une étude a été menée pour évaluer l'impact des lignes directrices et normes nutritionnelles des repas scolaires, élaborées à l'aide de la méthodologie susmentionnée, sur la qualité de l'alimentation des enfants. Les données de fin d'étude ont été collectées, et les résultats sont attendus pour soutenir les efforts de plaidoyer en faveur de l'optimisation du budget nutritionnel du programme (voir encadré 3.2).

Parallèlement aux projets pilotes au Cambodge et au Ghana, un exercice d'inventaire est en cours afin d'évaluer l'état d'avancement des lignes directrices et normes nutritionnelles pour l'alimentation scolaire dans le monde. Cet exercice vise à identifier les principaux défis rencontrés par les techniciens et parties prenantes dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de ces normes et lignes directrices, afin de s'assurer que la méthodologie réponde pleinement à ses objectifs. Au moment de la publication, 48 pays avaient été interrogés, et seuls 12 d'entre eux ont indiqué disposer de normes nutritionnelles officielles et obligatoires pour les repas scolaires (voir figure 3.4).

### Figure 3.4

État d'avancement des lignes directrices et des normes nutritionnelles pour l'alimentation scolaire dans les pays ayant participé à l'exercice de bilan  
*Parmi les 48 pays interrogés dans le cadre de l'exercice d'inventaire, seuls 12 disposent de lignes directrices et normes nutritionnelles obligatoires pour l'alimentation scolaire.*



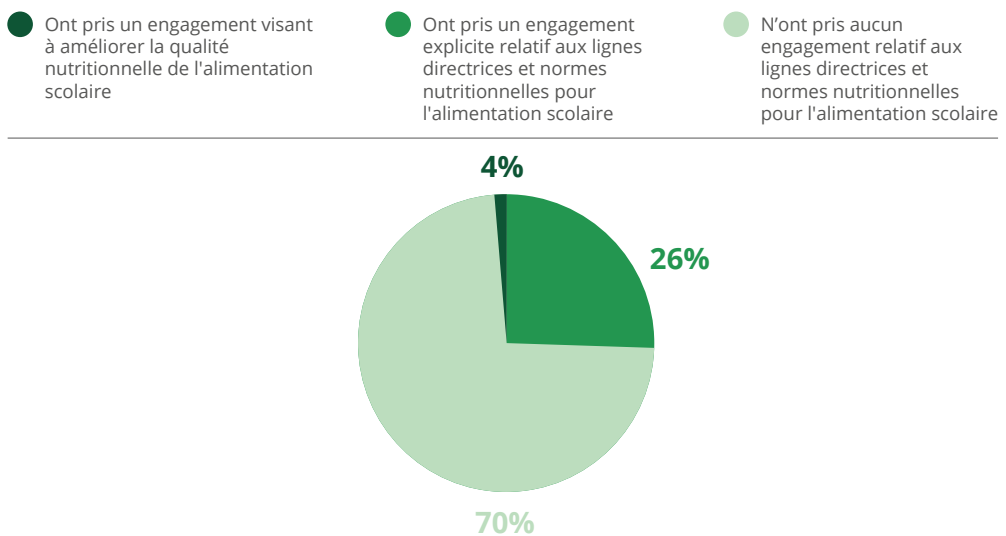
Source : Contribution de l'équipe technique de la FAO sur les directives et normes nutritionnelles.

L'intérêt croît parmi les membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire pour élaborer ou actualiser leurs normes dans le cadre des efforts nationaux visant à améliorer la qualité des programmes d'alimentation scolaire.

En octobre 2024, 12 des 46 pays ayant pris des engagements dans le cadre de la Coalition se sont spécifiquement engagés à élaborer ou à réviser leurs lignes directrices et normes nutritionnelles nationales pour les repas scolaires (voir figure 3.5).

### Figure 3.5

Nombre de pays membres de la Coalition ayant pris des engagements relatifs aux lignes directrices et normes nutritionnelles pour l'alimentation scolaire  
*Environ 30 % des pays ayant pris des engagements dans le cadre de la Coalition pour l'alimentation scolaire se sont engagés sur des aspects liés aux lignes directrices et normes nutritionnelles pour l'alimentation scolaire.*



Source : Contribution de l'équipe technique de la FAO sur les directives et normes nutritionnelles.

## Pratiques de programmation au niveau municipal : nouvelles données issues de l'initiative « Les villes nourrissent l'avenir »

L'initiative « Les villes nourrissent l'avenir » de la Coalition pour l'alimentation scolaire a produit des résultats éclairants et s'engage à servir de plateforme à la fois pour générer de nouvelles données sur la situation actuelle des programmes d'alimentation scolaire et pour définir l'agenda international dans ce domaine.

Premièrement, le rapport *School Meals: the transformative potential of urban food policies* (MUFPP, 2024) a été publié. Il établit une taxonomie commune sur les infrastructures des services de repas scolaires, les différents modèles existants et les responsabilités dans les environnements alimentaires scolaires urbains. Une telle taxonomie constitue une avancée majeure pour l'élaboration d'un vocabulaire commun entre les villes, ce qui facilite le partage des pratiques exemplaires et renforce les possibilités d'échanges d'apprentissage. Le rapport propose également une bibliothèque de bons exemples issus de la communauté du Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine, pouvant inspirer les villes du monde souhaitant renforcer leurs programmes d'alimentation scolaire.

Deuxièmement, dans le cadre de cette initiative, la *première base de données mondiale sur les systèmes alimentaires urbains* a été élaborée. Elle vise à cartographier les systèmes alimentaires des villes signataires du Pacte de Milan et à mieux cerner leurs besoins d'apprentissage grâce à une enquête structurée. L'enquête a fait l'objet de plusieurs relectures participatives avec le comité directeur du Pacte de Milan afin de garantir la pertinence des thèmes abordés dans différentes régions du monde. Le Consortium de recherche et l'Initiative sur le Suivi et les Données de la Coalition pour l'alimentation scolaire ont également apporté un appui complet à l'élaboration de l'enquête. L'enquête finale comprenait 61 questions écrites, articulées autour des six catégories du Pacte de Milan. Les domaines d'investigation couvraient la structure de gouvernance du système alimentaire urbain, les aspects liés aux régimes alimentaires durables et à la nutrition, les actions en faveur de l'équité sociale et économique, ainsi que les pratiques en matière de production, d'approvisionnement, de distribution et de gaspillage alimentaires.

L'enquête portait principalement sur les programmes d'alimentation scolaire, avec un total de 20 questions dédiées. Elle a été soumise en ligne à 290 villes signataires, et complétée par des entretiens menés auprès des responsables municipaux afin d'approfondir certains aspects liés aux programmes d'alimentation scolaire. Soixante villes ont répondu à l'enquête. Cette base de données émergente est la première du genre à décrire de manière synthétique les efforts des villes pour gouverner leur système alimentaire, et en particulier les programmes d'alimentation scolaire, à l'intérieur de leurs frontières urbaines. Elle constituera une base inédite pour la recherche future, pour des actions concrètes s'appuyant sur les expériences et les enseignements tirés, ainsi que pour l'identification de maires champions.

Enfin, un *inventaire complet des pratiques liées aux programmes d'alimentation scolaire dans les pays de l'ANASE* a été élaboré. Dans le cadre du projet intitulé « Spreading Experiences and Knowledge on School Meals Programmes in ASEAN Cities (Partage d'expériences et de connaissances sur les programmes d'alimentation scolaire dans les villes de l'ANASE) », des responsables municipaux issus de huit États membres de l'ANASE ont élaboré une proposition de projet à mettre en œuvre dans leurs villes respectives pour développer les programmes d'alimentation scolaire. Pour chaque proposition (co-construite à l'aide des outils de politique alimentaire développés dans le cadre du projet de recherche Food Trails d'Horizon 2020), l'inventaire détaille l'état actuel du programme d'alimentation scolaire dans la ville et les besoins spécifiques auxquels le projet entend répondre. Il décrit ensuite l'ambition du projet, ses objectifs spécifiques, son échelle et sa durée prévue, l'impact concret visé ainsi que les modalités de suivi retenues pour mesurer cet impact. Enfin, l'inventaire présente un plan de travail détaillé pour la mise en œuvre du projet, les obstacles potentiels à surmonter, ainsi que les ressources humaines et financières nécessaires. L'objectif de cet inventaire est triple : à court terme, il vise à orienter la mise en œuvre des projets et à offrir un appui adéquat aux villes ; à plus long terme, il permettra de systématiser l'état des programmes d'alimentation scolaire en milieu urbain et de suivre leur progression ; enfin, il soutiendra les efforts de plaidoyer dans la région Asie-Pacifique, en ligne avec les objectifs de l'ANASE visant à faire de l'alimentation scolaire une priorité centrale en matière d'investissement.

### Encadré 3.3

Consortium de recherche pour la santé et la nutrition scolaires – Expérience de pays utilisant l’outil politique SABER pour l’auto-évaluation et l’analyse comparative des programmes nationaux de repas scolaires

En 2011, la Banque mondiale a mis en place l’initiative Approche systémique pour de meilleurs résultats dans le domaine de l’éducation (SABER) afin d’orienter les pays à revenu faible et intermédiaire inférieur dans la conception, le renforcement et le suivi des politiques relatives à leurs systèmes éducatifs nationaux. Cette initiative visait principalement le secteur de l’éducation, avec pour objectif de soutenir le développement de cadres politiques solides pour améliorer les résultats d’apprentissage. En 2012, Donald Bundy, alors en poste à la vice-présidence du développement humain du Groupe de la Banque mondiale, a collaboré avec une équipe interinstitutions (comprenant les auteurs du guide de politique de 2009 intitulé *Rethinking School Feeding (Bundy et al., 2009)*) pour créer deux cadres SABER supplémentaires visant à établir un lien entre le bien-être de l’enfant et les résultats éducatifs, à travers des interventions de santé scolaire (SABER Santé scolaire) et la fourniture de repas scolaires (SABER Cantines scolaires) (World Bank Group Education Global Practice, 2016).

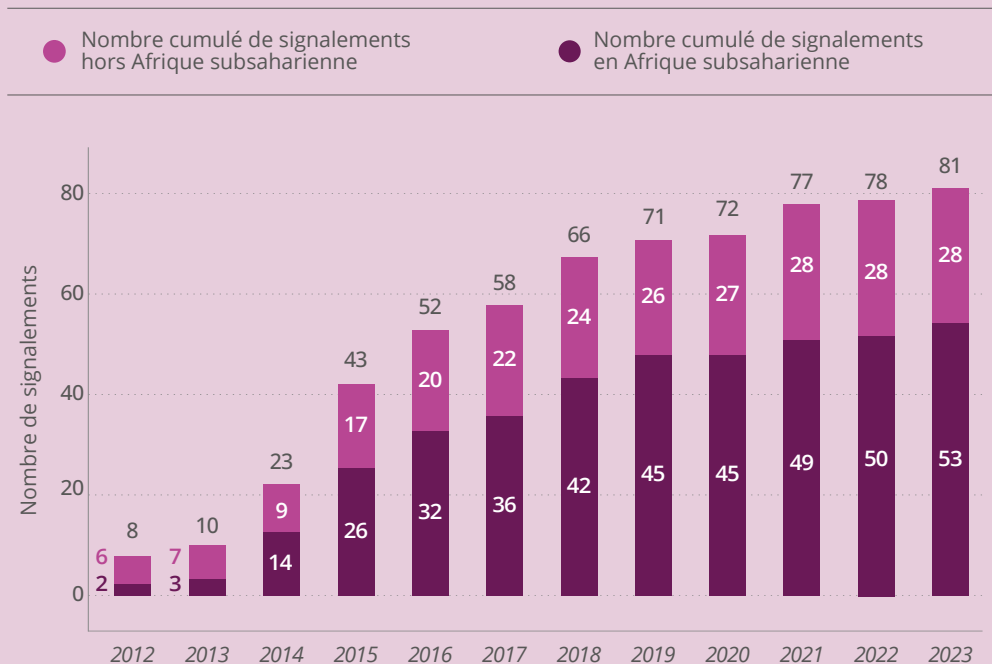
L’inclusion de cadres multisectoriels a coïncidé avec deux jalons importants : premièrement, la reconnaissance par le secteur éducatif du rôle essentiel des interventions de santé et de nutrition scolaires pour la santé, le développement et l’éducation des enfants lors du Forum mondial sur l’éducation tenu à Dakar (Sénégal) en 2000 (UNESCO, 2014) ; deuxièmement, les demandes formulées par les pays pour étendre les programmes nationaux de repas scolaires en tant que filet de protection sociale pendant la crise alimentaire, énergétique et financière de 2008 (Bundy et al., 2009).

L’outil d’évaluation des politiques SABER de la Banque mondiale aide les pays à collecter de manière systématique des données sur la qualité de leurs politiques d’alimentation scolaire et à identifier des priorités concrètes, en s’appuyant sur un cadre de référence pour comparer les politiques existantes aux bonnes pratiques (World Bank, 2012). SABER se distingue par le fait qu’il s’agit d’un processus piloté et mené à bien par les autorités nationales, qui associe les parties prenantes de tous les secteurs concernés — notamment la santé, l’éducation et l’agriculture — afin de parvenir à une vision consensuelle sur des engagements nationaux ambitieux mais réalistes visant à renforcer les programmes d’alimentation scolaire existants. Cette approche contribue à garantir la pérennité des politiques, y compris en cas de changement de leadership politique.

Une étude réalisée par ((Schultz et al., 2024)) a examiné l'adoption des outils politiques SABER au cours de la dernière décennie et constaté que SABER a été adopté à l'échelle mondiale, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire inférieur ainsi qu'en Afrique. Aujourd'hui, SABER fait partie intégrante de l'économie politique des États et constitue un mécanisme institutionnalisé permettant aux gouvernements d'auto-évaluer et de renforcer leurs programmes nationaux d'alimentation scolaire. L'outil a été utilisé au moins 81 fois dans 59 pays, toutes catégories de revenu confondues, dont les deux tiers des applications en Afrique subsaharienne. Cette adoption généralisée montre que SABER est devenu un mécanisme institutionnalisé d'auto-évaluation et de renforcement des programmes nationaux d'alimentation scolaire.

**Figure 3.6**

Nombre cumulé de rapports SABER sur la santé et l'alimentation scolaires réalisés depuis 2012 à l'échelle mondiale et en Afrique subsaharienne, par année



L'analyse de 51 enquêtes comparables SABER sur l'alimentation scolaire menées entre 2012 et 2021 suggère que les pays dotés de cadres nationaux d'alimentation scolaire plus anciens ont également tendance à être plus avancés dans d'autres domaines politiques, et inversement. Plusieurs pays ont jugé l'outil suffisamment utile pour l'utiliser à plusieurs reprises, ce qui révèle un potentiel rôle secondaire de suivi de l'évolution des politiques dans le temps, lorsqu'il est administré régulièrement.

Compte tenu des complémentarités entre les repas scolaires et d'autres interventions de santé en milieu scolaire, la Banque mondiale, le PAM et le Consortium de recherche sur la santé et la nutrition en milieu scolaire ont combiné les éléments clés des cadres SABER Alimentation scolaire et SABER Santé scolaire pour créer un outil politique intégré et complet. Ce nouvel outil, baptisé « Healthy-SABER », vise à renforcer l'engagement des acteurs multisectoriels dans la conception de politiques scolaires de santé efficaces et holistiques, et à clarifier les domaines prioritaires pour de futurs investissements. Il est actuellement déployé par les gouvernements à travers l'Afrique.

SABER est appelé à devenir un outil de plus en plus important pour les pays membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Il peut être utilisé par ces États membres comme outil pour élaborer des engagements nationaux ambitieux mais réalistes afin d'améliorer et d'étendre leurs programmes nationaux existants.

La réalisation d'exercices répétés permettrait également de suivre les progrès réalisés vers l'adoption d'une politique budgétisée, la mise en place de normes nationales pour l'alimentation scolaire, le recours aux achats locaux pour l'approvisionnement en repas scolaires, et l'intégration des repas scolaires dans un ensemble complémentaire de services de santé scolaire.

### Encadré 3.4

#### La Plateforme mondiale sur l'alimentation scolaire

Lancée en 2022, la Plateforme mondiale sur l'alimentation scolaire est un espace d'échange de connaissances et un guichet unique de ressources et de profils par pays portant sur l'alimentation scolaire et la nutrition à travers le monde.

Elle s'adresse à deux publics principaux : les professionnels, techniciens et décideurs politiques ; ainsi que les enfants, les adolescents, le personnel scolaire, les familles et toutes les personnes intéressées par les repas scolaires, la nutrition des enfants, les environnements alimentaires scolaires, l'éducation à l'alimentation, et bien plus encore.

La plateforme a été développée par la FAO en collaboration avec le PAM, avec le soutien du ministère fédéral allemand de l'Alimentation et de l'Agriculture. Sa conception et sa portée ont été enrichies par des consultations avec des experts techniques de l'UNICEF, de l'UNESCO, de l'OMS, du FIDA, de la GCNF, du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, de la London School of Hygiene and Tropical Medicine, des Nations Unies pour la nutrition, de l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) et de la Coalition pour l'alimentation scolaire.

Au moment de la publication, la plateforme comprend plus de 40 profils de pays, mettant en lumière des éléments souvent absents d'autres sources d'information, comme les critères nutritionnels utilisés pour la planification des repas scolaires ; les politiques et instruments qui régissent l'environnement alimentaire scolaire ; ou encore l'intégration de l'éducation à l'alimentation dans les systèmes scolaires et ses modalités de mise en œuvre.

Chaque profil est relié à d'autres plateformes telles que la Global Child Nutrition Foundation (GCNF), qui recueille et présente des données quantitatives sur les programmes d'alimentation scolaire, ou encore aux bases de données FAOLEX et Droit à l'alimentation, qui répertorient les politiques et législations nationales en matière de nutrition scolaire et précisent dans quelle mesure le droit à l'alimentation est reconnu dans les constitutions nationales. Les profils renvoient également à des études et rapports réalisés dans chaque pays, notamment des études de cas,<sup>8</sup> des évaluations d'impact, etc.

<sup>8</sup> Plusieurs de ces études de cas ont été élaborées sous la supervision de la communauté de pratique « Bons exemples » du Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire.  
<https://www.fao.org/platforms/school-food/countries-corner/good-practices-and-case-studies/fr>



En explorant les profils, les utilisateurs peuvent découvrir quels groupes d'aliments doivent être inclus dans les repas servis aux enfants, à quelle fréquence, et sur quels fondements reposent ces recommandations. Ils peuvent également comparer la manière dont ces critères nutritionnels sont traduits en menus et recettes, vérifier s'ils sont appliqués sur une base volontaire ou obligatoire, et si leur respect est contrôlé au niveau des écoles, ainsi que les modalités de ce suivi. Les utilisateurs peuvent aussi explorer comment l'éducation à l'alimentation et à la nutrition est intégrée dans les programmes scolaires nationaux, ce que les élèves sont censés apprendre, les niveaux scolaires concernés et même accéder aux supports pédagogiques utilisés en classe.

Un volet essentiel de la Plateforme mondiale sur l'alimentation scolaire est l'espace jeunes, où les enfants et adolescents peuvent partager sur leurs réseaux sociaux des messages clés sur l'importance d'une alimentation scolaire nutritive. Ils peuvent également soumettre des vidéos, des photos et des témoignages exprimant ce qui compte pour eux et leur vision de l'environnement alimentaire dans leurs écoles. Fin 2024, neuf élèves ont été sélectionnés parmi plus de 60 candidatures reçues dans le monde via la plateforme pour devenir ambassadeurs de l'alimentation scolaire auprès de la FAO, du PAM et de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Ces élèves<sup>9</sup> porteront leur voix pour défendre le droit des enfants à une alimentation scolaire nutritive et plus durable ; ils participeront à des événements internationaux et partageront leurs expériences par divers moyens de communication.

La plateforme sert également de répertoire de ressources techniques élaborées par les agences des Nations Unies et d'autres organisations, proposant des orientations et des exemples de bonnes pratiques sur les différents aspects de la conception des politiques et programmes d'alimentation scolaire et de nutrition. Elle accueille aussi les dernières revues systématiques sur les données probantes relatives aux programmes d'alimentation scolaire ; aux interventions alimentaires et nutritionnelles en milieu scolaire ; aux programmes d'éducation à l'alimentation, à la nutrition et à l'éducation, ainsi qu'à d'autres résultats pertinents. Pour en savoir plus :

<https://www.fao.org/platforms/school-food/en>

---

<sup>9</sup> Pour en savoir plus sur les jeunes ambassadeurs, rendez-vous ici : <https://www.fao.org/platforms/school-food/news-and-events/news/news/check-out-the-winners-of-the-school-food-youth-advocate-winner-contest/en>



L'alimentation scolaire favorise la poursuite de la scolarité des élèves déplacés au Niger. PAM/Adamou Sani Dan Salaou

### Encadré 3.5

Indicateurs recommandés par l'Action mondiale pour la mesure de la santé des adolescents (GAMA) de l'Organisation mondiale de la santé

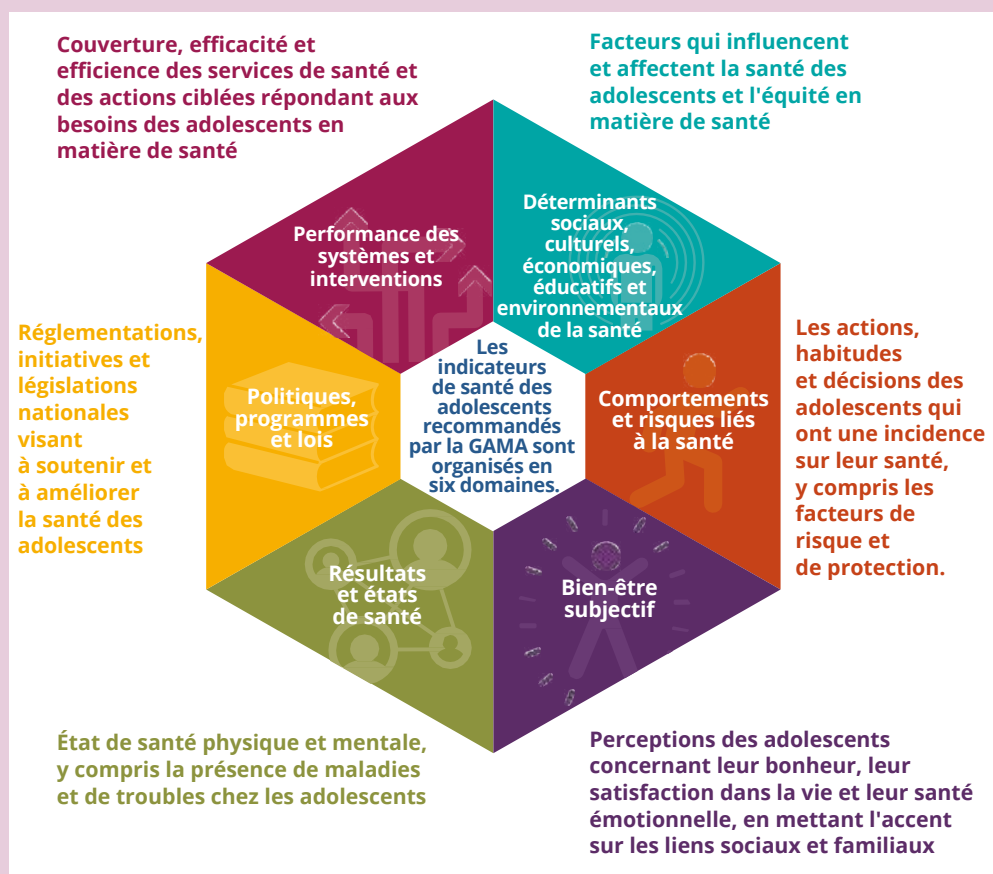
La mesure de la santé des adolescents a longtemps été incohérente et incomplète, avec plusieurs initiatives promouvant l'utilisation d'indicateurs différents. Cela a entraîné des chevauchements d'efforts dans certains domaines pertinents pour la santé des adolescents, tout en laissant subsister des lacunes dans d'autres. Pour améliorer et harmoniser la mesure de la santé des adolescents et concentrer les efforts sur les questions les plus importantes, l'OMS a mis en place en 2018 le Groupe consultatif pour l'action mondiale en faveur de la mesure de la santé des adolescents (GAMA), avec le soutien de sept autres agences des Nations Unies : l'ONUSIDA, l'UNESCO, le UNFPA, l'UNICEF, ONU Femmes, le Groupe de la Banque mondiale et le PAM.

L'initiative GAMA a mené un processus structuré et participatif de cinq ans pour sélectionner un ensemble de 47 indicateurs recommandés pour la mesure de la santé des adolescents aux niveaux mondial, régional et national. Ces indicateurs permettent de dresser un tableau complet de la santé des adolescents et servent de base pour définir des priorités d'intervention, allouer des ressources adéquates, suivre et évaluer les programmes, et plaider en faveur de cette population essentielle.

Les indicateurs sont organisés en six domaines qui reflètent l'approche multisectorielle nécessaire pour traiter et suivre les progrès en matière de santé des adolescents : politiques, programmes et lois ; performance des systèmes et interventions ; déterminants sociaux, culturels, économiques, éducatifs et environnementaux de la santé ; comportements et risques pour la santé ; bien-être subjectif ; et résultats et états de santé (voir figure 3.7).

**Figure 3.7**

Domaines d'indicateurs de l'initiative GAMA



La majorité des 47 indicateurs recommandés pour la mesure de la santé des adolescents proviennent d'initiatives existantes telles que le cadre des ODD. Ainsi, la plupart des pays disposent déjà de données pour nombre de ces indicateurs.

L'initiative mondiale pour une action accélérée en faveur de la santé des adolescents (AA-HAI) offre une base factuelle pour l'utilisation de ces indicateurs à l'échelle nationale afin de planifier et de mettre en œuvre des programmes de santé et de bien-être des adolescents. Le point de départ consiste à comprendre quelles données sont disponibles et où se situent les lacunes. Ce processus peut être réalisé avec l'appui de l'OMS et de ses partenaires pour :

1. identifier toutes les sources de données pertinentes et leur couverture des adolescents selon le sexe, l'âge et la sous-population ;
2. renseigner les données disponibles pour les indicateurs correspondants de santé des adolescents ;
3. utiliser les données disponibles pour établir les priorités d'action visant à améliorer la santé des adolescents ;
4. identifier les lacunes et prendre des mesures pour les combler.

Ce processus permet aux pays de traiter de manière systématique les enjeux de santé des adolescents les plus importants et de recueillir des données critiques supplémentaires en vue de l'action. Les parties prenantes mondiales bénéficient également de données cohérentes et harmonisées pour guider les efforts internationaux en faveur de la santé des adolescents et suivre les progrès réalisés à l'échelle mondiale.

### 3.3 Financer une avancée décisive – le rôle des financements innovants

---

Que faudrait-il pour financer une avancée décisive dans la fourniture de repas scolaires ?

L'objectif de la Coalition pour l'alimentation scolaire est de faire en sorte que chaque enfant ait accès à un repas scolaire chaud chaque jour de classe d'ici 2030. Mais pour transformer cet objectif en réalité, une augmentation substantielle des financements sera nécessaire, tant par les budgets nationaux que par l'aide publique au développement. Des mécanismes de financement innovants pourraient constituer un levier de soutien déterminant.

Des recherches menées par l'Initiative sur le financement durable pour la santé et de la nutrition scolaires ont fourni des estimations indicatives des coûts associés à un « grand bond en avant » du financement des repas scolaires à l'échelle mondiale (Watkins et al., 2024). Les données disponibles dans ce domaine restent étonnamment rares. La principale source de données reste une étude s'appuyant sur des coûts remontant à plus de dix ans (Gelli & Daryanani, 2013). Après ajustement de ces données à l'inflation aux États-Unis, les recherches de l'Initiative sur le financement durable ont établi un coût de référence de 64 dollars américains par élève et par an en 2023 pour fournir des repas scolaires de qualité décente dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur.

*Ce montant est nettement supérieur aux allocations budgétaires recensées dans le rapport *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* (WFP, 2022), ce qui implique que toute montée en puissance de la fourniture de repas scolaires devra prévoir des financements complémentaires pour les programmes existants.*

L'Initiative sur le financement durable souligne le caractère provisoire de ces estimations ajustées. Depuis 2018, de nombreux pays en développement ont été durement touchés par l'inflation des prix alimentaires, ce qui a probablement réduit la valeur réelle des budgets alloués aux repas scolaires. Toutefois, l'émergence de programmes nationaux à grande échelle a pu entraîner une baisse des coûts. Ces incertitudes soulignent la nécessité d'élaborer des estimations nationales détaillées des coûts pour orienter la planification financière.

Deux constats frappants ressortent des données sur les coûts et de l'analyse menée par l'Initiative sur le financement durable. Le premier est que, rapportée au revenu national, une montée en puissance ambitieuse des programmes d'alimentation scolaire apparaît tout à fait abordable. À titre illustratif, il faudrait environ 2,7 milliards de dollars américains par an pendant cinq ans pour financer une extension des repas scolaires permettant d'atteindre 162 millions d'enfants supplémentaires d'ici 2030. Cela représente moins de 0,1 % du PIB pour les pays à faible revenu, et encore moins pour les pays à revenu intermédiaire inférieur. Il s'agit d'investissements relativement modestes avec des retombées considérables sur le plan du développement humain, notamment en matière de nutrition infantile, d'éducation et de sécurité alimentaire. Le ratio coût-avantage est estimé entre 7 et 35 dollars américains pour chaque dollar investi (Verguet et al., 2020).

Cependant, si l'on se réfère à la capacité budgétaire des pays, la réalité est bien différente. Le deuxième constat est que la plupart des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur auraient du mal à financer une expansion rapide des repas scolaires uniquement à partir de leurs budgets nationaux. La majorité de ces pays sont sortis de la pandémie de COVID-19 avec une trajectoire de croissance plus faible, ce qui a réduit les recettes publiques dans un contexte de hausse de l'inflation. Parallèlement, une dette insoutenable évince les investissements sociaux essentiels. Le service de la dette prévu pour les pays éligibles au financement concessionnel de la Banque mondiale s'élevait à 88 milliards de dollars américains en 2023/2024, soit un montant supérieur aux dépenses que ces pays consacrent à la santé ou à l'éducation de base. Bien que les situations budgétaires varient considérablement, de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire inférieur peinent à maintenir en termes réels leurs dépenses dans les secteurs sociaux. En Afrique subsaharienne, la conjugaison d'une dette croissante, d'une faible mobilisation des recettes, d'un accès limité à des financements internationaux abordables et d'une baisse de l'aide extérieure place les gouvernements face à ce que le Fonds monétaire international décrit comme une « grave crise de financement ».

### **Le financement innovant pourrait contribuer à atténuer la pression.**

Bien qu'il n'existe pas de définition fixe du financement innovant, ce terme désigne essentiellement des pratiques de mobilisation des ressources qui vont au-delà des approches budgétaires gouvernementales classiques et de l'aide internationale. Les repas scolaires sont remarquablement absents des mécanismes actuels de financement innovant, mais de nouvelles opportunités émergent. Dans un rapport à paraître préparé pour la Fondation Rockefeller, l'Initiative sur le financement durable a exploré le paysage émergent du financement innovant afin d'identifier des pistes prometteuses pour mobiliser de nouveaux financements supplémentaires en faveur des repas scolaires.

**Les « taxes comportementales » pourraient jouer un rôle accru.** Presque tous les gouvernements du monde imposent déjà des taxes sur l'alcool et le tabac, et ils sont de plus en plus nombreux à taxer les boissons sucrées, en partie pour réduire la consommation de produits nocifs pour la santé publique et en partie pour générer des recettes. Des estimations issues d'un rapport préparé par le Groupe de travail sur la politique fiscale pour la santé suggèrent qu'environ 0,6 % du PIB supplémentaire pourrait être levé grâce à ces taxes (Lane et al., 2021). Faciles à collecter, ces taxes génèrent des bénéfices en matière de santé publique et peuvent être conçues de manière à produire des effets progressifs, les populations les plus pauvres bénéficiant davantage des retombées positives tout en supportant une moindre part du coût.

Les taxes sur les édulcorants à base de sucre présentent un intérêt particulier pour l'alimentation scolaire. De nombreux gouvernements utilisent désormais les programmes d'alimentation scolaire pour soutenir des efforts plus larges de lutte contre l'obésité et le surpoids. La publicité pour des boissons très sucrées à destination des enfants peut avoir des effets involontaires ou négatifs. L'utilisation des recettes issues des taxes sur les édulcorants à base de sucre pour financer les repas scolaires constitue un exemple de taxe sur un « mal public » mise au service d'un investissement dans un « bien public ». Les taxes sur les aliments ultra-transformés, comme celles introduites en Colombie, produisent un effet similaire.

**Les recettes provenant des hydrocarbures pourraient également être mobilisées.** De nombreux pays d'Afrique subsaharienne et d'autres régions devraient percevoir des revenus importants tirés de la richesse en ressources naturelles, y compris des hydrocarbures. Trop souvent, la richesse en ressources naturelles a été associée à une mauvaise gouvernance, une croissance économique lente – et à une concentration des bénéfices au



profit des groupes sociaux les plus aisés – ce que l'on appelle la « malédiction des ressources ». Investir les recettes issues des hydrocarbures qui seront perçues dans les prochaines années dans les repas scolaires permettrait de transformer un actif économique (temporaire) en bénéfiques (permanents) pour le développement humain. Des pays comme le Sénégal, le Mozambique et la Tanzanie, qui devraient percevoir des revenus substantiels provenant des hydrocarbures, pourraient suivre l'exemple de la Bolivie, qui finance un programme universel d'alimentation scolaire presque exclusivement à partir d'une taxe sur les hydrocarbures (Sustainable Financing Initiative for School Health and Nutrition, 2024b).

**L'affectation de recettes fiscales aux repas scolaires pourrait avoir un double effet : accroître le soutien à la fiscalité et renforcer les niveaux d'investissement.**

De nombreux économistes des finances publiques expriment à juste titre des réserves quant à la pratique de l'affectation des recettes à des lignes budgétaires spécifiques, en soulignant la rigidité, la volatilité des flux financiers et la faible redevabilité qui en résultent souvent. Pourtant, la plupart des pays — qu'ils soient riches ou pauvres — affectent des recettes à des lignes budgétaires précises. Établir un lien direct entre la source des recettes et les bénéfices qui en découlent peut permettre de justifier certaines taxes, de garantir des flux de financement prévisibles et de renforcer le contrat social entre les gouvernements et les citoyens. Un exemple marquant provient des Philippines, où les recettes issues des « taxes comportementales » ont été affectées au financement de l'assurance maladie nationale. Un argument tout aussi convaincant pourrait être avancé pour affecter une partie des nouvelles recettes fiscales issues des édulcorants à base de sucre, des aliments ultra-transformés et de la richesse en ressources naturelles au financement des repas scolaires.

**La coopération internationale a un rôle à jouer pour aider les gouvernements à passer au financement intégral de leurs programmes d'alimentation scolaire.**

Actuellement, les efforts d'aide internationale en faveur des repas scolaires sont chroniquement sous-financés — s'élevant à seulement 287 millions de dollars américains en 2021, soit 0,1 % de l'aide publique au développement — et mal coordonnés. On estime à 1,2 milliard de dollars américains les financements internationaux nécessaires pour une montée en puissance significative des programmes d'alimentation scolaire. Des financements innovants pourraient changer la donne (Watkins et al., 2024).

**Les fonds mondiaux pour la santé sont la preuve de ce qui peut être réalisé.** Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme s'appuie sur un large éventail d'échanges de dette, des accords de cofinancement et des recettes issues de partenariats avec des marques privées, pour financer ses activités. Environ un quart des recettes acheminées par Gavi, l'initiative mondiale pour la vaccination, provient de la finance innovante, y compris des obligations garanties par des gouvernements donateurs. Bien que les fonds de santé présentent des spécificités propres, ils démontrent que la coordination entre gouvernements, donateurs, fondations philanthropiques et société civile autour d'objectifs clairement définis peut constituer une base solide pour une mobilisation innovante de ressources à grande échelle.

**Toutes les options de finance innovante ne constituent toutefois pas des solutions toutes faites pour combler le déficit de financement des repas scolaires.** Le cas le plus clair est celui des échanges de dette (Hurley; & Martin, 2024). En principe, les créanciers peuvent renoncer à des créances futures au titre du service de la dette, permettant ainsi aux gouvernements de réorienter les économies réalisées vers des investissements sociaux, y compris dans l'alimentation scolaire. En pratique, seuls quelques créanciers officiels membres du « Club de Paris » offrent ce type de mécanisme, et les règles actuelles limitent la possibilité de convertir des dettes non concessionnelles. En conséquence, la plupart des échanges de dette génèrent peu de financements et ne règlent pas le problème des dettes insoutenables. La dette contractée auprès de créanciers privés et d'acteurs des marchés émergents, qui représente la majeure partie des remboursements pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur, n'est généralement pas couverte par ces échanges. Quelques exceptions récentes concernent le financement de la conservation marine, mais les possibilités restent limitées. Cela pourrait évoluer si davantage de membres du Club de Paris et de créanciers des marchés émergents proposaient ce type de mécanisme, et si les règles étaient modifiées pour inclure les dettes non concessionnelles. Toutefois, une solution durable nécessitera un allègement de dette plus large, couvrant l'ensemble des créanciers.

## **Le financement climatique représente une autre source potentielle de financement innovant pour les programmes d'alimentation scolaire.**

Comme l'indique le document de référence du Consortium de recherche intitulé *School Meals and Food Systems*, des programmes d'alimentation scolaire bien conçus et correctement financés peuvent contribuer de manière significative à une transition écologique juste (Research Consortium for School Health and Nutrition, 2023). Les achats effectués dans le cadre de ces programmes offrent aux gouvernements un levier pour soutenir une agriculture à faibles émissions de carbone, durable et régénérative, tout en appuyant les moyens de subsistance des populations rurales pauvres grâce à une alimentation scolaire issue de la production locale, qui constituent un élément essentiel de l'adaptation aux changements climatiques. Les marchés créés par les programmes nationaux d'alimentation scolaire peuvent aussi ouvrir des perspectives d'investissement dans des cultures résistantes à la sécheresse et biofortifiées, indispensables pour assurer la sécurité alimentaire dans un contexte de réchauffement climatique.

Malgré ces effets bien documentés, l'alimentation scolaire est quasi absente des débats sur le financement climatique (Sustainable Financing Initiative for School Health and Nutrition, 2024a, 2024b). Cela constitue un manque à gagner. La tarification du carbone génère actuellement 105 milliards de dollars américains par an, et ce chiffre devrait augmenter fortement. Le financement de l'adaptation aux changements climatiques est lui aussi en hausse, avec 29 milliards de dollars américains mobilisés par les banques multilatérales de développement en 2023. Pourtant, une étude commandée par l'Initiative sur le financement durable sur le portefeuille du Fonds vert pour le climat n'a trouvé quasiment aucune trace de financement pour l'alimentation scolaire.

Pour remédier à cette situation, l'alimentation scolaire doit être intégrée aux efforts plus larges de réforme des systèmes alimentaires et de lutte contre les risques climatiques et les catastrophes, efforts qui doivent commencer au niveau des gouvernements nationaux. L'absence de l'alimentation scolaire dans les financements climatiques d'adaptation tient notamment à leur omission dans les contributions déterminées au niveau national, par lesquelles les États exposent leurs engagements au titre de l'Accord de Paris. Intégrer les repas scolaires dans les contributions déterminées au niveau national constituerait une action concrète. De plus, les banques multilatérales de développement et les fonds climatiques pourraient jouer un rôle beaucoup plus important en intégrant les repas scolaires dans leurs opérations. Il est également urgent de redistribuer les financements issus des taxes sur le carbone.

**Le financement mixte pourrait également contribuer.** Cette catégorie de financement innovant englobe une vaste gamme d'instruments – dont les investissements verts, durables, sociaux et les obligations à impact – et désigne la mobilisation de capitaux privés grâce à des financements publics prenant la forme de garanties de risque. L'alimentation scolaire ne se prête pas toujours au financement mixte, car celui-ci exige une rentabilité pour les investisseurs. Néanmoins, il existe un potentiel inexploité de partenariats public-privé pour investir dans le développement de l'agriculture familiale et des petites et moyennes entreprises reliant les exploitations aux écoles.

**De nouvelles approches en matière de garanties de risque pourraient jouer un rôle plus large.** Ces garanties permettent de réduire les risques liés aux prêts et d'augmenter ainsi la capacité de prêt des banques multilatérales de développement. Le Mécanisme de financement international pour l'éducation (IFFEd) combine garanties de risque et subventions sur les taux d'intérêt pour débloquer des financements à des conditions avantageuses. Alors que l'aide traditionnelle fournit un dollar d'aide pour un dollar de subvention, Le Mécanisme de financement international pour l'éducation combine garanties et subventions pour fournir 7 dollars américains d'aide pour chaque dollar investi. Tirer parti de cet effet multiplicateur pourrait transformer le financement des repas scolaires dans de nombreux pays.<sup>10</sup>

**Au cours des prochaines années, la dynamique autour du financement innovant devrait s'accélérer.** La task force sur les contributions de solidarité mondiale, créée lors de la Conférence des Parties (COP 28) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en 2023, doit remettre son rapport d'ici 2025 et formuler des recommandations sur un éventail de mécanismes de financement innovant. Le G20 a appelé à un nouvel élan pour mobiliser des financements innovants en faveur des ODD.

Une proposition, présentée dans un rapport préparé pour la présidence brésilienne du G20, préconise un impôt de 2 % sur la fortune des milliardaires, ce qui permettrait de générer jusqu'à 250 milliards de dollars américains par an à l'échelle mondiale. La faisabilité politique et économique d'une telle mesure peut faire l'objet de débats, mais le simple fait que quatre jours de recettes issues d'une taxe modeste sur les 3 000 personnes les plus riches du monde suffiraient à financer les repas scolaires pour les « 162 millions d'enfants » illustre à la fois les inégalités mondiales choquantes et le potentiel des financements innovants.

---

<sup>10</sup> L'ingénierie financière est expliquée en détail ici : <https://iff-education.org/wp-content/uploads/2023/07/IFFED-Explainer.pdf>

## 3.4 La voie à suivre

---

Ce chapitre met en lumière l'extraordinaire complexité des questions liées à la recherche et aux données probantes sur les programmes d'alimentation scolaire. Ce travail repose sur une approche exceptionnellement multisectorielle, tant en ce qui concerne les résultats que la conception des programmes. Du point de vue des résultats, les programmes d'alimentation scolaire ont des effets importants sur l'éducation, la santé, la nutrition, le capital humain, la capacité de gain, la protection sociale, l'environnement, la santé planétaire et les systèmes agricoles. Du côté des intrants, tous ces secteurs jouent à nouveau un rôle clé, tout comme l'alimentation, l'économie du travail, l'économie politique, les technologies de cuisson et la gestion des programmes. Cette liste, déjà longue, est loin d'être exhaustive ; par exemple, tous les aspects de la gestion sont également pertinents. Il n'est donc pas surprenant que bon nombre des travaux présentés ici soient à la fois très techniques et spécialisés, et que la recherche et les données probantes incluses dans cette édition demeurent redondant à un stade préliminaire. Les prochaines éditions de cette publication viendront approfondir ces thématiques.

Une conclusion essentielle se dégage : la compréhension dans ce domaine évolue et tend à devenir plus interconnectée. Ce n'est pas un hasard si une grande partie de ce travail est portée par des initiatives émanant de la Coalition pour l'alimentation scolaire, en réponse à la demande de ses pays membres, ainsi que par les unités spécialisées du PAM, de la FAO, de l'OMS et d'autres agences des Nations Unies dont le mandat couvre l'éventail des enjeux liés aux programmes d'alimentation scolaire.

## References

---

- Angrist, N., Djankov, S., Goldberg, P. K., & Patrinos, H. A.** (2021). Measuring human capital using global learning data. *Nature*, 592(7854), 403-408.  
<https://doi.org/10.1038/s41586-021-03323-7>
- Angrist N, e. a., .** (2025). The impact of school meals on education outcomes: A Meta-analysis, mimeo.
- Angrist, N., Evans, D. K., Filmer, D., Glennerster, R., Rogers, F. H., & Sabarwal, S.** (2020). How to Improve Education Outcomes Most Efficiently? A Comparison of 150 Interventions Using the New Learning-Adjusted Years of Schooling Metric. Policy Research Working Paper, Available at: <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/34658>
- Bryant, L. S.** (1912). The School Feeding Movement. *The Psychological Clinic*, 2(6), 29-43.
- Bundy, D., Burbano, C., Grosh, M., Gelli, A., Jukes, M., & Drake, L.** (2009). Re-thinking School Feeding: Social Safety Nets, Child Development, and the Education Sector. . Washington D.C, World Bank. Available at: <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000020650/download/>
- Bundy, D., Gentilini, U., Schultz, L. B., Bedasso, B. E., Singh, S., Okamura, Y., Iyengar, H. T., & Blakstad, M. M.** (2024). School Meals, Social Protection, and Human Development : Revisiting Trends, Evidence, and Practices in South Asia and Beyond (English) Social Protection and Jobs Discussion Paper, Washington, D.C. Available at: <http://documents.worldbank.org/curated/en/099041224184540055>
- Bundy, D., Silva, N. d., Horton, S., Jamison, D. T., & Patton, G. C.** (2018). Re-imagining School Feeding: A High-Return Investment in Human Capital and Local Economies (Donald A. P. Bundy, Nilanthi de Silva, Susan Horton, Dean T. Jamison, & George C. Patton, Eds. Vol. 8). International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank. Available at: <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000116138/download/>

**Cohen, J. F. W., Hecht, A. A., McLoughlin, G. M., Turner, L., & Schwartz, M. B.** (2021). Universal School Meals and Associations with Student Participation, Attendance, Academic Performance, Diet Quality, Food Security, and Body Mass Index: A Systematic Review. *Nutrients*, 13(3). <https://doi.org/10.3390/nu13030911>

**Durão, S., Wilkinson, M., Davids, E. L., Gerritsen, A., & Kredon, T.** (2024). Effects of policies or interventions that influence the school food environment on children's health and nonhealth outcomes: a systematic review. *Nutr Rev*, 82(3), 332-360. <https://doi.org/10.1093/nutrit/nuad059>

**FAO.** (2019). Nutrition guidelines and standards for school meals: a report from 33 low and middle-income countries. Available at: <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/d3b90456-169c-4bcaa5a8-69c4fc3a4e9e/content>

**Gelli, A., & Daryanani, R.** (2013). Are school feeding programs in low-income settings sustainable? Insights on the costs of school feeding compared with investments in primary education. *Food Nutr Bull*, 34(3), 310-317. <https://doi.org/10.1177/156482651303400303>

**Gentilini, U.** (2016). Revisiting the “Cash versus Food” Debate: New Evidence for an Old Puzzle? *The World Bank Research Observer*, 31(1), 135-167. <http://www.jstor.org/stable/44650021>

**Global Child and Nutrition Foundation (GCNF).** (2022). Global Survey of School Meal Programs data set. Available at: <https://survey.gcnf.org/2021-global-survey/>

**Global Panel.** (2015 ). Healthy Meals in Schools: Policy Innovations Linking Agriculture, Food Systems and Nutrition [Policy Brief ]. Available at: <https://www.glopan.org/sites/default/files/HealthyMealsBrief.pdf>

**ILO.** (2024). World Social Protection Report 2024–26: Universal Social Protection for Climate Action and a Just Transition. Available at: <https://www.social-protection.org/gimi/Media.action?id=10982>

**Hurley, G., & Martin, M.** (2024). Debt Swaps for School Meals: Opportunities and Constraints. Available at: <https://www.edc.org/sites/default/files/uploads/SFIInnovative-Finance-Note-Debt-swaps-school-feeding.pdf>

**Lane, C., Glassman, A., & Smitham, E.** (2021). Using Health Taxes to Support Revenue: An Action Agenda for the IMF and World Bank CGD Policy Paper 203, Washington, DC. Available at: <https://www.cgdev.org/publication/using-health-taxes-support-revenue-action-agenda-imf-and-world-bank>

**List, J. A.** (2022). The voltage effect: How to make good ideas great and great ideas scale. Crown Currency.

**Micha, R., Karageorgou, D., Bakogianni, I., Trichia, E., Whitsel, L. P., Story, M., Peñalvo, J. L., & Mozaffarian, D.** (2018). Effectiveness of school food environment policies on children's dietary behaviors: A systematic review and meta-analysis. PLoS One, 13(3), e0194555. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0194555>

**MUFPP.** (2024). School meals: the transformative potential of urban food policies. Available at: <https://www.milanurbanfoodpolicypact.org/resources/school-meals-the-transformative-potential-of-urban-food-policies/>

**Research Consortium for School Health and Nutrition.** (2023). School meals and food systems: Rethinking the consequences of climate, environment, biodiversity and food sovereignty. Available at: [https://researchonline.lshtm.ac.uk/id/eprint/4671492/13/Pastorino\\_etal\\_JAN\\_2024\\_School-meals-and-food-systems.pdf](https://researchonline.lshtm.ac.uk/id/eprint/4671492/13/Pastorino_etal_JAN_2024_School-meals-and-food-systems.pdf)

**Petruzzelli, M., García-Herrero, L., De Menna, F., & Vittuari, M.** (2023). Towards sustainable school meals: integrating environmental and cost implications for nutritious diets through optimisation modelling. Sustainability Science. <https://doi.org/10.1007/s11625-023-01346-9>

**Sanfilippo, M., Neubourg, C. d., & Martorano, B.** (2012). The Impact of Social Protection on Children. United Nations. <https://doi.org/https://doi.org/10.18356/e569c117-en>

**Schultz, L., Renaud, A., Bundy, D. A. P., Barry, F. B. M., Benveniste, L., Burbano de Lara, C., Lo, M. M., Neitzel, J., O'Grady, N., & Drake, L.** (2024). The SABER School Feeding policy tool: a 10-year analysis of its use by countries in developing policies for their national school meals programs. Front Public Health, 12, 1337600. <https://doi.org/10.3389/fpubh.2024.1337600>



**Singh, A., Park, A., & Dercon, S. (2014).** School Meals as a Safety Net: An Evaluation of the Midday Meal Scheme in India. *Economic Development and Cultural Change*, 62(2), 275-306. <https://doi.org/10.1086/674097>

**Sustainable Financing Initiative for School Health and Nutrition.** (2024a). Climate finance

**Sustainable Financing Initiative for School Health and Nutrition.** (2024b). Hydrocarbon taxes

**UNESCO.** (2014). Monitoring and Evaluation Guidance for School Health Programs Thematic Indicators Supporting FRESH (Focusing Resources on Effective School Health) Available at: <https://www.childhealthtaskforce.org/resources/guide/2014/fresh-monitoring-andevaluation-guidance-school-health-programs>

**Verguet, S., Gautam, P., Ali, I., Husain, A., Meyer, S., Carmen, B., Edward, L.-E., Margherita, C., Martin, M., Albert, S., Meseret, Z., Boitshepo Bibi, G., Zhihui, L., Agnes, E., Karen, H., Céline, G., Sylvie, A., Heli, K., Elizabeth, K., Noam, A.** (2023). Investing in school systems: conceptualising returns on investment across the health, education and social protection sectors. *BMJ Global Health*, 8(12), e012545. <https://doi.org/10.1136/bmjgh-2023-012545>

**Verguet, S., Limasalle, P., Chakrabarti, A., Husain, A., Burbano, C., Drake, L., & Bundy, D. A. P.** (2020). The Broader Economic Value of School Feeding Programs in Low- and Middle-Income Countries: Estimating the Multi-Sectoral Returns to Public Health, Human Capital, Social Protection, and the Local Economy. *Front Public Health*, 8, 587046. <https://doi.org/10.3389/fpubh.2020.587046>

**Watkins, K., Fiala, O., Haag, P., & Zubairi, A.** (2024). School feeding and the Sustainable Development Goals: An agenda to combat child hunger, boost education, transform food systems and strengthen equity. Available at: [https://media.odi.org/documents/ODI\\_School\\_feeding\\_and\\_the\\_SDGs\\_Jan25.pdf](https://media.odi.org/documents/ODI_School_feeding_and_the_SDGs_Jan25.pdf)

**WFP.** (2022). State of School Feeding Worldwide 2022. R. I. W. F. Programme. Available at: <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000147725/download/?ga=2.122787723.1835173318.1745315177-747751571.1696247664>

**World Bank.** (2012). What Matters Most for School Health and School Feeding: A Framework Paper. Washington DC Available at: <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/197681468331747243/what-matters-most-for-school-health-and-school-feeding-a-framework-paper>

**World Bank Group Education Global Practice.** (2016). SABER School Health and School Feeding. Available at: <https://documents1.worldbank.org/curated/en/239141496301589942/pdf/Systems-Approach-for-Better-Education-Results-SABER-school-health-and-school-feeding.pdf>